
F.







LA RACE HELLÉNIQUE

ET

L'OCCIDENT

RÉPONSE AU CONSTITUTIONNEL

PAR

C. N. LEVIDI

rédacteur du journal « L'ESPÉRANCE. »

Traduction du Grec sur la troisième édition.



ATHÈNES

FÉVRIER 1856.

« Δίκην ἰθύντατα εἴποις. »
(Ὁμήρ. Ἰλ. Σ. 508.)
« Σὺν τῇ ἀληθείᾳ δεῖ τὸν δι-
» καστὴν τὴν ψῆφον τίθεσθαι. »
(Ξενοφ. Κύρ Παιδ.)

Il n'y a pas encore longtems, un journal semi-officiel de Paris — le *Constitutionnel*, ce nous semble — après s'être répandu en invectives contre la race grecque, émettait enfin l'avis, que le seul moyen de consolider la Turquie et de raffermir à jamais les bases de l'empire, était de chasser tous les Grecs sujets du Sultan. Le *Constitutionnel* vient cependant de changer de langage; il accorde aux Grecs de l'intelligence, de l'esprit, de nobles sentimens, des tendances vers la civilisation; il s'arrête avec une certaine attention sur ce que l'*Espérance* écrivait, il y a quelque tems, relativement à la politique grecque, et consent à entrer en discussion sur les affaires de notre pays, tout en conservant ses préventions contre la lutte grecque de 1854, lutte qu'il continue d'attribuer à l'instigation de la Russie.

Hâtons-nous de remercier le *Constitutionnel* de son nouveau langage; ce langage nous dit clairement, que l'opinion publique en France, égarée depuis deux ans sur notre compte, vient enfin d'entrer dans le sentier de la vérité.

Le *Constitutionnel* avoue que l'article de l'*Espérance* contient des explications qui, dans l'état actuel de l'Orient, lui paraissent d'une importance réelle. Cet aveu bienveillant nous encourage à produire de

nouveaux renseignemens, à tâcher de dissiper les hésitations du *Constitutionnel*, à reformer certaines de ses idées erronées, et à porter son attention sur quelques circonstances, qu'on ne doit pas ignorer si l'on se propose de juger avec loyauté les affaires grecques.

Nous parlerons avec calme; nous aurons pour argumens les faits les plus positifs, pour armes, les vérités qui ont survécu au mensonge et à la calomnie.

Le *Constitutionnel* ne veut pas se laisser persuader que la lutte grecque de 1854 n'était pas due aux inspirations de la Russie. «S'il en était autrement, pourquoi, demande-t-il, le soulèvement des peuples Grecs coïncidait-il si bien avec l'invasion russe dans les principautés?» Dans une comparaison qu'il établit entre l'année 1821 et l'année 1854, la feuille de Paris ajoute, que quand Ipsilanti levait en Moldavie le drapeau de l'insurrection, la Russie n'était pas en guerre avec les Turcs, tandis qu'en 1854 elle marchait à la conquête de Constantinople, et rencontrait sur son chemin les puissances occidentales armées pour la défense de l'équilibre européen. Celà étant ainsi, c'est le *Constitutionnel* qui parle, comment peut-on prétendre que les Grecs qui se soulevaient en ce moment, croyaient n'être pas hostiles à la politique des puissances alliées? La Russie a de tout temps aspiré au patronage de la Grèce; aussi les Grecs comptaient sur elle, comme ils y avaient compté en 1773.

Certes, la conclusion de la feuille parisienne serait triomphante si, méconnaissant les faits les plus incontestables, les dates les plus précises, on s'attachait aux seules apparences. Mais à nous, qui avons dû étudier l'histoire de notre pays, il n'est nullement difficile de prouver, tout en suivant la même méthode de comparaison adoptée par le *Constitutionnel*, que les faits ont été mal interprétés.

Il est vrai qu'en 1821 la Russie n'était pas en guerre avec la Turquie; mais on ne doit pas oublier qu'à cette époque la Turquie, comptant sur l'appui de l'Angleterre avec laquelle elle venait de conclure le traité le plus avantageux pour les intérêts commer-

ciaux de la Grande-Bretagne, mettait des entraves à l'exécution du traité de Buckarest ; on doit de plus se rappeler que la Russie mettait sur pied une armée en Bessarabie, et que la guerre semblait imminente. La Russie aurait pu profiter de l'attentat commis le 26 septembre 1820 contre le palais de son ambassade à Constantinople par une force armée de Jamaks qui tua un des gardes du palais, et manqua de livrer aux flammes l'édifice avec tout le personnel de l'ambassade. Mais l'empereur Alexandre se trouvait alors à Tropau, où les souverains de l'Europe délibéraient sur les mesures à prendre contre l'esprit révolutionnaire qui venait de gagner les royaumes de Naples, de Piémont et d'Espagne. Il pensa qu'en déclarant la guerre à la Turquie, il alimenterait l'incendie révolutionnaire, et briserait la sainte alliance. Malgré cela la froideur entre la Russie et la Turquie allait tous les jours croissant, elle menaçait de compromettre la paix. Quelques mois après l'attentat, et quelques jours après l'insurrection grecque, la Russie rompit ses relations avec la Porte, non pas dans l'intérêt de cette insurrection, mais à cause de la violation du traité de Buckarest. Elle rappela son ambassadeur et éclata en menaces ; et ce n'est que grâce à l'intervention de l'Autriche, de l'Angleterre et de la France, qu'elle consentit à un arrangement, dont les clauses furent garanties par le traité d'Ackerman, mais violées trois ans après.

L'insurrection grecque de 1821 se préparait depuis 1815 sous main a Vienne et à Constantinople ; mais presque au grand jour à Odessa, à Moscou, et à Kisnew, ainsi que dans les principautés danubiennes, où elle obtint l'assistance de plusieurs fonctionnaires publics, et surtout du prince régnant de Moldavie et du drogman du consulat russe à Buckarest, Grec de naissance, qui était l'âme du complot. C'est de la Russie que sortit Ypsilanti, c'est de la Russie que nous avions reçu nos premières armes et nos munitions de guerre achetées non pas avec de l'argent russe, mais avec les contributions de nos

compatriotes établis en Russie ; c'est la Russie qui nous accorda assistance et protection, après notre échec dans les principautés. Si l'insurrection de 1821 éclata avant la déclaration de la guerre de la Russie contre la Turquie, c'était à cause de l'arrestation imprévue de l'hétériste Aristides Pop, qui portait des lettres en Servie, lettres trahissant les plans de l'hétérie, et par suite de quelques autres événemens, également imprévus, auxquels donna lieu l'imprudence et la témerité de quelques hetéristes, tels que Galati, assassiné à Hermione par ordre de l'hetérie; le plan était trahi, des personnes marquantes étaient compromisées; il n'y avait pas du tems à perdre; on prit donc les armes avant la déclaration de la guerre russe, qui aurait obligé la Porte de retirer ses troupes des provinces grecques.

Contrairement à la marche suivie en 1821, la révolution de 1854, fut organisée à Athènes, dans la maison du président du conseil Mr Mavrocordato, celui même dont la nomination à la présidence a été considérée par les deux puissances occidentales comme la plus sûre garantie de leur politique en Grèce. Des contributions furent envoyées par tous les Grecs établis à l'étranger, à l'exception de ceux qui sont en Russie, dont nous n'avons pas même demandé l'assistance, pour ne pas donner de prise à la calomnie; on ne trouverait pas même *un sou* venant de ces derniers dans l'argent dépensé en 1854. Nos armes et nos munitions furent achetées dans les ports des puissances occidentales ou des états neutres, et d'après l'engagement pris et scrupuleusement observé, aucun des ministres étrangers a Athènes, et moins que tout autre celui de Russie, n'a eu vent des délibérations patriotiques. La société secrète fut formée en 1849, époque à laquelle les relations entre la Russie et la Turquie laissaient entrevoir une prochaine rupture, mais on résolut, comme en 1821, de ne rien entreprendre avant le passage du Danube par les Russes, la déclaration de guerre seule ayant eté considerée comme insuffisante; car la Porte aurait pu accepter les réclama-

tions russes aussitôt après l'occupation des principautés, et, libre dans son action, envoyer ses armées contre nous. Cet avis était partagé par Mr Mavrocordato et l'*Espérance* le soutenait toujours contre les imprudens; nous engagions nos compatriotes à rester tranquilles et à ne pas se laisser entraîner par ceux, qui à la nouvelle de l'arrivée du prince Menshikoff à Constantinople, excitaient par des pamphlets la race grecque à l'insurrection; notre langage loyal nous valut alors le titre de Turcophile.

«En deçà du Pruth,» écrivions nous, quelques mois avant l'insurrection, certains d'exprimer le sentiment purement grec, — «en deçà du Pruth, la Russie est ennemie, au delà du Pruth elle est amie de tous ceux qui sentent le désir du voir succéder à l'empire ottoman l'empire chrétien. La race grecque veut bien, il est vrai, rompre ses chaînes; mais elle ne veut pas changer de joug. Il lui est bien indifférent si ce nouveau joug est rivé par une main orthodoxe, ou par une main musulmane; elle veut que Constantinople soit la capitale d'un État grec, et non pas la place d'armes de la Russie.»

«Si les Russes» disions-nous encore à nos compatriotes en les exhortant à se tenir tranquilles» si les Russes refoulent l'armée ottomane au delà du Danube, il est probable qu'ils s'établiront dans les principautés, en attendant la fin des négociations, dont pourrait sortir la paix. La paix conclue, quel serait alors l'avantage que la race grecque aurait retiré de son soulèvement? du sang versé, des villes détruites, un triste avenir, voilà les fruits de cette imprudence; préparons-nous donc, veillons, mais gardons-nous bien de nous laisser emporter avant le moment propice, c'est-à-dire, avant une guerre européenne, ou tout au moins avant le passage du Danube par les Russes.»

Le ministre d'Angleterre lui-même dans ses rapports à son gouvernement, publiés dans le *Blue-Book*, qualifie l'*Espérance* d'organe patriotique, donnant de sages conseils à ses compatriotes.

Il s'ensuit de toute cette comparaison, que si l'on voulait attribuer l'un des deux soulèvements grecs aux instigations de la Russie, on devrait le faire plutôt pour celui de **1821**; car celui de **1854** n'offre aucun fait pouvant justifier les suppositions du *Constitutionnels*, à moins qu'on ne veuille ajouter foi aux impudens mensonges contenus dans le *Blue-Book*, mensonges écrits dans l'intention d'égarer l'opinion publique en Angleterre et en France sur le véritable caractere de la lutte grecque, lutte irréprochable, entreprise par des esclaves contre leurs tyrans. L'Occident, par la raison de sa force, avait sans doute le droit de nous imposer sa volonté, et de dire hautement à la race grecque: «Déposez les armes, car mes intérêts exigent que la Turquie ne soit pas inquiétée par vous;» mais il n'était digne ni de ses sentimens chrétiens, ni de sa sagacité politique de chercher à flétrir une nation, dont les tendances à la liberté datent de trente siècles, une nation qui compte parmi ses héros Léonidas et les défenseurs immortels de Missolonghi, et la flétrir par l'inculpation gratuite que ses sentimens de patriotisme étaient enflammés par l'éclat de l'or russe. Lorsque, dans notre juste indignation, nous implorons la malédiction divine sur celui qui, par des calomnies infâmes chercha à déshonorer la nation grecque en la représentant comme mercénaire de la Russie, nous ne demandons à Dieu qu'une seule grâce, celle d'accorder à notre calomniateur autant d'argent que la race grecque en a reçu de la Russie, afin de se soulever. Si Dieu exauce notre prière, le calomniateur de la nation grecque ira frappant aux portes pour solliciter un morceau de pain de la charité publique.

Nous venons de dire que la révolution de **1821** était accompagnée de certains faits qui éveillaient le soupçon qu'elle avait été excitée par la Russie et dans son intérêt; et cependant l'histoire est là pour démentir ce soupçon même. L'histoire nous dit qu'avant de parvenir à conquérir un centre pour leur gouvernement, et tandis qu'ils menaient encore une vie errante sur les montagnes et dans les vallées, les insurgés grecs se

hâtérent de convoquer une assemblée nationale, qui constitua un gouvernement républicain; ils ne consentirent pas à confier le commandement même de leurs forces militaires à un seul homme. N'est-ce pas là la preuve la plus éclatante que la révolution grecque, bien loin d'être une inspiration russe, n'était due qu'aux sentiments patriotiques les plus purs et les plus indépendants? Les membres de la sainte alliance profitèrent de la déclaration des principes républicains adoptés unanimement dans le congrès national d'Epidaure, pour condamner la lutte grecque; mais les Grecs aimèrent mieux voir leur insurrection frappée de la réprobation unanime des souverains, comme enfantée par le génie révolutionnaire de Naples, du Piémont, d'Espagne, dont les mains furent armées par des sentiments nobles, mais prématurés, et d'en subir les tristes conséquences, que de voir leur patriotisme considéré comme n'étant dû qu'à l'or russe (1).

Fatiguée par une lutte de quatre ans, et au milieu de son agonie, la Grèce résolut d'implorer la protection de l'Europe. Deux partis se formèrent, le premier était pour la protection française, tandisque l'autre préférait celle de l'Angleterre. Le général Dém. Ypsilanti protesta contre cette résolution; mais abandonné de tous il se retira des affaires politiques, et se voua tout entier à la carrière militaire, qui lui valut plus tard des titres à la reconnaissance nationale. Colocotroni lui-même, que la politique occidentale a tou-

---

(1) Ce que le génie révolutionnaire avait commencé dans la péninsule occidentale, ce qu'il avait tenté en Italie, il était parvenu à l'exécuter aux extrémités orientales de l'Europe; à l'époque même où les révoltes militaires de Naples et de Turin cédèrent à l'approche d'une force régulière, le brandon de l'Insurection fut lancé au milieu de l'empire ottoman. La coincidence des évènemens ne pouvait laisser aucun doute sur l'identité de leur origine; le même mal se reproduisant sur tant de points divers et toujours avec des formes et un langage analogues quoique sous des prétextes différens, trahissait trop évidemment le foyer commun, d'ou il était parti. Les monarques, décidés à repousser le principe de la révolte, en quelque lieu, et sous quelque forme qu'il se montrât, se hâtèrent de le frapper d'une égale et unanime réprobation (V. Circulaire des ministres des cours alliées, datée Vérone 14 Déc. 1822.)

jours considéré comme l'adhérent le plus zelé de la Russie, ce même Colocotroni en qui la Grèce plaçait alors toutes ses espérances et dont la voix était toute-puissante, loin de réclamer la protection de la Russie, était l'âme du parti qui voulait la protection anglaise.

Si donc la révolution de 1821, malgré toutes les circonstances qui l'ont précédée, et qui pouvaient éveiller le soupçon qu'elle a été entreprise dans l'intérêt de la Russie, fut reconnu par la diplomatie la plus défiante même, comme une inspiration noble et spontanée de la race grecque, il est facile de se convaincre combien furent imprudentes la diplomatie et la presse occidentale, lorsqu'elles se hâtèrent de condamner l'insurrection de 1854. Les faits auraient bientôt prouvé à l'Europe que la lutte de 1854 était aussi grecque que celle de 1821. Si les désavantages qui en seraient résultés pour la Turquie, pouvaient donner le droit à l'Occident de considérer cette lutte comme un service rendu à la Russie, l'histoire aura à son tour le droit de qualifier la guerre actuelle de l'Occident contre la Russie, comme un service offert à cette dernière puissance, car quelle qu'en soit l'issue, la Turquie en sortira certainement meurtrie.

« La Russie, dit le *Constitutionnel*, a de tout temps aspiré au patronage de la Grèce. » Cela est vrai, mais jusqu'à un certain point ; car ses aspirations s'évanouirent dès 1821 et bien plus encore en 1833 par le fait même que la Grèce fut érigée en royaume. Elle porta dès lors toute son attention vers les races slaves de l'empire ottoman et le *Constitutionnel* paraît avoir oublié que la dignité de princes regnans de la Valachie et de la Moldavie confiée depuis près de deux siècles aux Grecs, fut donnée par la convention d'Akerman à des indigènes, que la langue grecque fut proscrite des écoles des principautés, et que des efforts furent faits afin que des livres religieux écrits dans l'idiome slave fussent introduits dans les églises de Bulgarie, de Bosnie et des autres pays slaves, et que la messe cessât d'y être chantée en grec, afin que de cette manière tout lien entre la race grecque et la

race slave fût rompu, et que par contre les liens entre cette dernière race et les Russes fussent resserrés.

L'indifférence, l'apathie même, dont les races slaves firent preuve dans la guerre actuelle, les dispositions hostiles que la Russie rencontra dans les principautés, ont dû apprendre à cette puissance qu'elle avait fait de faux calculs politiques lorsqu'elle aspira au patronage de ces provinces, de même qu'elle avait fait de faux calculs politiques en 1848 et 1849 lorsque par sa conduite chevaleresque à l'égard des trônes ébranlés de l'Europe, elle avait cru que les trônes lui en seraient reconnaissants. Mais quelle est la puissance qui n'a pas commis des fautes !

Tels étant les antécédens de la Russie vis-à-vis de la race hellénique, il faudrait supposer que la nation grecque, dépourvue de l'intelligence que le *Constitutionnel* lui reconnaît, ou frappée d'imbécilité, se souleva dans un autre intérêt que le sien. Mais fût-il vrai que la Russie aspira au patronage des grecs avant et après 1821, est-ce une raison plausible pour nous condamner ? Et depuis quand une femme est-elle considérée comme déshonorée, parceque ses charmes ont su lui attirer des adorateurs ? Les traités qui ont mis la Grèce sous le protectorat de la Russie sont-ils l'œuvre de la race hellénique? Jamais les Grecs n'ont désiré le protectorat ni de la Russie, ni de toute autre puissance; mais malheureusement les États petits et faibles n'ont pas de voix délibérative; et ce qui est pire encore, on met sur leur compte les fautes des grandes puissances lorsque ces dernières, en se faisant la guerre, ouvrent les yeux sur les conséquences de leur imprévoyance antérieure.

« Dans tous les soulèvemens contre les Turcs, » ajoute le *Constitutionnel* « la Russie avait sa main, et les Grecs comptaient toujours sur elle, comme ils y comptèrent en 1773.»

Cela est vrai *en partie*. La Russie avait sa main dans nos insurrections de 1768 à 1792, ou plutôt elle nous avait donné des promesses d'assistance, qu'elle n'a pas voulu ou n'a pas pu remplir. Les trai-

tes de Coutzouc-Kaïnardjy et de Jassy aggrandirent le territoire russe, et amenèrent la ruine des provinces turques insurgées et surtout du Pélonnèse; mais ils donnèrent en même tems aux Grecs l'occasion de connaître leur force, et surtout d'acquérir la conviction que tout en profitant des complications intérieures de la Turquie, ils ne devraient compter pour une nouvelle insurrection que sur eux-mêmes. Tel fut depuis cette époque le sentiment des Grecs en général et sans exception, ce qui est confirmé par leur prédilection pour les armes, par l'habileté avec laquelle ils parvinrent à se faire nommer gardes de corps de leurs maîtres, ou à se faire confier la police de différentes villes, par leur empressement à s'enrôler dans les bataillons organisés dans les îles Ioniennes pendant la dernière guerre européenne. La révolution glorieuse des Français, qui après avoir renversé ce qui existait, établit les sociétés sur des bases nouvelles, augmenta encore plus la confiance des Grecs dans leurs propres forces, en mettant sous leurs yeux ce dont une nation est capable, lorsqu'elle est enflammée par le feu sacré du patriotisme, quand même toute l'Europe serait contre elle. Cette confiance de la race hellénique dans ses propres forces nous la trouvons franchement exprimée dans l'histoire de l'hétérie écrite en 1834. L'auteur de cet ouvrage est le rédacteur d'un journal que l'Occident a toujours considéré comme l'organe stipendié de la Russie, et qui, après l'occupation, en 1854, fut emmené par des gendarmes français comme prisonnier de guerre au Pirée, en même tems que ses presses étaient mises en pièces. En parlant des insurrections grecques de 1768—92 l'auteur de l'histoire de l'hétérie, s'exprime de cette manière: « La Russie était favorisée par les espérances des Grecs pour le recouvrement de leur liberté; mais les massacres et la destruction auxquels ils étaient exposés chaque fois que la paix avait lieu, les rendirent beaucoup plus circonspects; ils comprirent dès lors que le premier capital sur lequel un faible doit compter, ce sont ses propres forces, hors de là

»en vain verserai-t-il son sang et sacrifierai-t-il sa »fortune; il serait infailliblement la victime de ses »illusions. »

Sans doute les Grecs plaçaient toujours leurs espérances en la Russie; c'est là une vérité à laquelle on attache cependant un sens trop général qu'elle n'a pas en réalité. Jusqu'en 1821 les Grecs étaient une nation presqu'inconnue en Europe. Tandis qu'en France des Allemands, des Italiens et des Espagnols occupaient et occupent encore aujourd'hui des grades civiles et militaires, et sont placés dans la plus haute aristocratie; tandis qu'on voit aussi la même chose en Autriche et dans les autres pays de l'Allemagne, la Russie seule, en suivant une politique plus large, plus cosmopolite, jeta ses regards aussi sur la race grecque, dont l'intelligence et les talens avaient attiré son attention; et elle appela aussi des Grecs dans ses conseils, leur confia la direction de ses flottes, les éleva aux plus hauts grades et emplois militaires. Prévoyant les avantages que l'empire pourrait tirer pour son commerce de leur esprit entreprénant, on tâcha de les coloniser dans les ports maritimes de la Russie, et on leur accorda des privilèges et toutes les facilités possibles. Les villes d'Odessa, de Taïganrok, de Kertch, de Baluclava sont plutôt des villes grecques que russes. Le pavillon russe couvrait les navires grecs et les protégeait contre les vexations des Turcs, les consuls de Russie les assistaient avec zèle, et la haine de la race hellénique contre les musulmans était partagée par les Russes. L'Occident a toujours proclamé l'existence de l'empire ottoman comme un mal nécessaire, son intégrité comme la pierre angulaire de l'équilibre européen, que seule la Russie s'est toujours efforcée de briser. Cette attitude hostile de la Russie lui a valu les sympathies des Chrétiens; l'empereur Nicolas, il est vrai, dans ses entretiens avec Lord Seymour déclara ne vouloir jamais permettre l'établissement d'un empire grec à Constantinople; mais même en admettant que ce fût là l'expression sincère de sa dernière pensée, au moins il n'exprima pas l'idée que

la Grèce doit rester telle qu'elle est aujourd'hui, et que la race grecque doit être condamnée à gémir éternellement sous le joug musulman, pour la seule raison, que l'intérêt de l'équilibre européen le veut ainsi. Avant donc de condamner les Grecs pour les espérances qu'ils mettaient en la Russie, soyons assez justes pour ne pas oublier toutes ces circonstances et d'ailleurs ne pas prétendre qu'une nation toute entière ne soit composée que d'hommes savans, doués de connaissances historiques approfondies, et pouvant pénétrer les mystères de la diplomatie ne devant juger les faits tels qu'ils se présentent à ses yeux, mais les considérer sous le point de vue des combinaisons politiques, qu'un accident imprévu peut anéantir à tout moment.

Mais si les Grecs plaçaient, ainsi que le *Constitutionnel* le prétend leurs espérances en la Russie, est-ce qu'ils attendaient aussi d'elle la réalisation de leurs vœux? C'est ici où est l'erreur de l'occident. Les espérances des Grecs en la Russie, étaient des espérances de destruction, tandis que celles qu'ils mettent dans l'Occident sont toutes de réconstruction. Expliquons-nous; les Grecs, auxquels on ne saurait disputer une connaisance profonde des affaires de l'Orient, tandisque l'occident n'en a que des idées imparfaites et erronées, ont l'esprit trop pratique pour ne pas fonder leurs jugemens sur des faits. Tant que l'Europe occidentale permettait à la Russie d'inquiéter et d'affaiblir la Turquie, les Grecs voyaient bien que leur affranchissement devenait de cette manière plus facile. La révolution de 1821 a prouvé qu'ils avaient pensé juste. Prendre les armes à une époque, où les relations entre la Russie et la Turquie seraient le plus amicales, c'était compromettre leur insurrection; ils choisirent le moment, où la Turquie voyant la concentration de troupes russes en Bessarabie, fit marcher ses forces militaires vers le Danube ; le mouvement insurrectionel dans les principautés n'était que le prélude de l'insurrection grecque, Hypsilanti avait compromis le nom de la Russie dans sa proclamation aux

Hellènes; la Porte tomba dans le piége, elle fit envahir les principautés, les insurgés du Peloponnèse et de la Grèce continentale eurent le temps de s'organiser et de s'emparer de quelques forteresses ; et l'insurrection de 1821 était sauvée. Mais, nous objectera-t-on pourquoi les Grecs n'ont-ils pas pris les armes lorsque la France, ou l'Angleterre étaient en guerre avec la Turquie? On trouvera la réponse dans la situation géographique de la Grèce; la guerre avec ces deux puissances rapprochait les forces ottomanes des provinces grecques, tandis qu'une guerre avec la Russie les en éloignait.

On peut bien dans l'Occident se faire des illusions sur l'avenir de la Turquie après la paix, qui va se conclure; mais qu'on soit bien convaincu, que les moyens d'affaiblir sa voisine étant concertés entre les Puissances occidentales, la sentence capitale contre la Turquie a été déjà irrévocablement prononcée à Sain-Pétersbourg; si elle ne peut être exécutée aujourd'hui, elle le sera plus tard; mais quel sera le profit que la Grèce en tirerait? Tout en reconnaissant que les Grecs comptent aussi sur la Russie, l'Occident n'a jamais voulu comprendre, qu'ils comptent aussi sur lui, et sur lui seul, pour la réalisation de la seconde partie de la grande question orientale. L'occident veut l'intégrité de l'empire ottoman; la Russie, au contraire en veut la ruine. De là les espérances des Grecs en la Russie; mais la ruine viendra infailliblement, car l'empire turc est un édifice vermoulu, dont la chute peut être retardée par des contreforts, mais jamais prevenue. Un État composé de différentes races, ennemies entre elles, qui renferme un nombre d'esclaves beaucoup plus grand et beaucoup plus intelligent que celui des maîtres, un tel État contient en soi-même les germes de sa dissolution; de là donc les espérances mises par les Grecs en l'Occident, car ils ont la plus intime conviction que l'Europe toute entière se léverait alors non pas pour prévenir la destruction, ce qui serait contre les lois de la nature, mais pour empêcher la Russie de prendre la place des Turcs. Et

comme la Turquie, à cause de sa situation géographique n'est pas susceptible de démembrement, il s'ensuit que l'empire tombé se relévera tout entier. Quelle sera alors la destinée de la race grecque? L'occident qui dans la guerre actuelle à pu se former une véritable idée des capacités réelles des races qui forment la population de la Turquie, saura donner à la race hellénique la place qui est dûe à son intelligence, aux preuves irrécusables de ses efforts pour la civilisation, à son histoire ancienne et moderne qui sont ses défenseurs les plus éloquens.

Si donc les Grecs se réjouissent de toutes les circonstances qui peuvent accélérer la chute de l'empire ottoman, cela ne veut pas dire qu'ils sont hostiles à l'Occident, au contraire cela prouve qu'ils ont hâte de voir succéder à leurs espérances en la Russie, leurs espérances en l'Occident.

«En 1854, dit le *Constitutionnel*, la Russie marchait à la conquête de Constantinople, et rencontrait sur son chemin les puissances Occidentales armées pour la défense de l'équilibre européen. Comment peut-on prétendre que les Grecs qui se soulevaient en ce moment, ne croyaient pas se montrer hostiles à la politique des puissances alliées?»

Il est sans doute affligeant de voir que non-seulement on viola, à l'egard de la Grèce, le droit des gens qui est le seul protecteur des faibles contre les forts, mais que pour calomnier la Grèce, on méconnaît même l'histoire de ce qui préceda à la guerre actuelle. Que le *Constitutionnel* nous permette de lui rappeler des faits qui ont échappé à la mémoire de ceux qui ont voulu condamner l'insurrection de 1854 tout en oubliant l'époque de sa naissance. Lorsque vers la fin de 1853 la lutte grecque a éclaté, l'Europe aimait encore à se bercer d'espérances que la paix ne serait pas troublée. Les flottes anglaise et française restaient toujours à Beicos, et n'avaient pas encore décidé de se montrer dans les eaux de la mer noire. Elles s'étaient bornées seulement à garantir Constantinople contre toute entreprise de la part des Russes.

A peine le 4 janvier passèrent-elles les détroits de l'Euxin, que le vaisseau anglais *Retribution* fut expédié au prince Menschikoff à Sevastopole pour lui annoncer, que la flotte alliée n'avait pas d'instructions hostiles, mais que son seul but était de prévenir toute collision ultérieure. Cette assurance était en même tems donnée, par le ministre des affaires étrangères à Paris, par sa note du 30 décembre 1853. Le 22 janvier la flotte revenait à Beycoz, où elle resta mouillée pendant près de deux mois, jusqu'au commencement de la guerre. Le retour de la flotte fit tressaillir de joie les amis de la paix en Europe. Tandis que la lutte grecque continuait en Thessalie et en Epire, l'Europe tachait toujours de prévenir la guerre et par des tentatives réitérées elle cherchait à porter la Russie à retirer ses troupes des principautés, et lui épargner le sang qu'elle serait obligée de verser. En condamnant l'insurrection grecque de 1854 doit-on oublier qu'elle était déjà en pleine action lorsque la Reine d'Angleterre disait en plein parlement que malgré l'insuccès de ses démarches pour le maintien de la paix, elle espérait encore y arriver par de nouveaux efforts? La lutte grecque n'existait-elle pas depuis longtemps au moment, ou l'empereur Napoléon fit publier par les journaux sa lettre autographe à l'empéreur Nicolas, par laquelle il tâchait d'amener une réconciliation? N'est ce pas que durant la lutte grecque des hommes haut placés furent envoyés à St Petersbourg, afin de persuader à l'empereur Nicolas d'entendre la voix de la modération et de ne pas compromettre la paix de l'Europe? Les réprésentants de la Russie ne continuaient-ils pas encore à Paris et à Londres les négociations, pendant que les insurgés de l'Epire et de la Théssalie, ayant chassé les forces Turques des plaines, les avaient refoulées dans les forteresses, dont ils commencèrent le siège?

L'insurrection de 1854 n'avait-elle pas déjà fait des progrès rapides, Janina n'était il pas ménacé au moment ou la Russie jeta le gant aux deux puissances? L'expédition des troupes alliées, n'eut lieu que vers le mois

de mars, lorsque la lutte grecque comptait déjà près de trois mois d'existence. Personne en Europe ne croyait à l'alliance anglo-française, et la Russie encore moins; si elle y avait cru, les négociations n'auraient pas échouées, et la guerre aurait été prévenue. C'est là une vérité que d'autres avant nous ont répétée, et que nous lisons dans les écrits diplomatiques de cette époque. Tandis que des négociations secrètes avaient lieu entre les deux puissances maritimes, la presse européenne insistait sur l'impossibilité de cette alliance, et montrait le danger qui en résulterait pour les autres États européens. Mr Capefigue, lui-même consultait à la France de s'allier plutôt avec la Russie, et signalait déjà les avantages qui en résulteraient; la brochure était imprimée et publiée en France, où la liberté de la presse est limitée. Il est bien possible qu'on aît voulu donner par là le change à l'opinion publique, jusqu'à la conclusion de l'alliance anglo-française.

L'insurrection grecque de 1854 ne fut condamnée, que lorsque la diplomatie a dû céder la place à la force armée; ce fut alors qu'elle fut frappée de la reprobation des gouvernements et de la presse de l'Occident; c'est alors qu'on l'attribua à l'inspiration de la Russie, pour exciter contre elle l'opinion publique de l'Europe, et lui porter le coup mortel, que les relations d'alliance avec la Turquie rendait inévitable; consultons l'histoire, nous y puiserons la verité.

«Nous connaissons,» écrivait le *Times* (Vid. allg. Zeitung. n° 51, 1854), qu'un grand complot a été organisé par les Grecs, que les riches d'entre eux établis partout à l'étranger ont offert des contributions, que des hommes de mérite sont à la tête du complot, prêts à sacrifier même leur existence pour le succès de cette cause *nationale*. Les chrétiens n'ont été poussés à la révolte ni par l'or russe, ni par les intrigues russes, mais par le sentiment que depuis 400 ans ils sont esclaves d'une nation barbare et anti-chrétienne. Nous renvoyons le lecteur à la note de Lord Clarendon datée du 24 Juin 1853, au *Moniteur* français qui contient la note du ministre français sous la

la date du 15 janvier à l'ambassadeur de France à Berlin. Il est important que ces idées des puissances occidentales soient connues par tout le monde, afin que les chrétiens de la Turquie soient bien pénétrés de cette vérité, que c'est de l'Occident et non pas du Nord qu'ils doivent attendre secours et assistance.»

Lorsque le Lord Haut commissaire des îles Ioniennes, par son message imprudent, en se mêlant d'affaires qui n'étaient pas de sa compétence, poussa l'audace jusqu'à accuser le roi de Grèce comme favorisant le soulèvement, et à insulter la nation grecque, le *Times* lui-même, qui était l'organe avoué du premier ministre d'alors, de Lord Aberdeen, disait à propos de ce même message :

« Sir Henry Ward ne devait pas oublier, qu'un gouvernement, même plus fort que celui du roi Othon, même le gouvernement que Sir Henry Ward représente, ne serait en état de réprimer la force de l'esprit national des Grecs et les sympathies des Ioniens pour leurs frères du continent. L'irritation des Hellènes n'est pas due aux intrigues russes; elle n'est pas non plus la conséquence de la faiblesse du gouvernement d'Athènes; car elle existe aussi dans les Sept-îles sous le gouvernement britannique; on la trouve partout, où il est impossible qu'un parti russe existe; elle existe, parceque partout où l'on parle la langue grecque, l'indépendance est une question NATIONALE, *une question qui n'a aucun rapport avec l'agression de la Russie contre la Turquie.* Si le soulèvement grec eût eu son origine dans des menées étrangères, il aurait été étouffé au moment même de sa naissance; mais ce qui le rend rédoutable, c'est justement son caractère *national.* Feu le général Napier qui passa sept ans en Céphalonie, disait avec beaucoup de sagacité que le parti russe dans les îles Ioniennes est plus nombreux qu'honorable, et que le parti grec, qui est le plus nombreux et le plus honorable de tous les autres, contient aussi dans son sein un grand nombre de partisans anglais. Le parti grec comprend une foule de jeunes gens bien élevés, et qui professent

des principes libéraux, qui sentent très bien que leur patrie n'a pas marché avec le siècle. Si le parti russe cherche à changer la Grèce en province moscovite, le parti grec ne veut pas même entendre parler de l'assistance, encore moins de la souveraineté de la Russie. Le devoir et l'intérêt de la Grande-Bretagne est de gagner la confiance et la reconnaissance du parti grec.» (Vid. Allg. Zeitung. n° 73. 1845.)

Voyons l'opinion du parlement anglais sur l'insurrection grecque de 1854. C'est Mr Milnes qui parle, et l'on sait bien qu'il est considéré comme une autorité pour tout ce qui regarde les affaires d'Orient.

« L'insurrection en Épire et en Thessalie n'est pas un événement dû au hasard; tout au contraire, sa véritable origine doit être cherchée dans les vexations de toute sorte exercées contre les chrétiens. Pour appuyer mon opinion je vais vous lire une lettre de Mr Saunders, notre consul à Prévésa. « Si les négociations dit-il, n'aboutissent pas, les provinces de la Thessalie et de l'Épire pourront causer de grands embarras au gouvernement; le peuple, gémissant sous le poids des concussions et des vexations, ne peut qu'être animé d'une haine implacable contre ses maîtres. Plusieurs familles ont dû émigrer en Grèce sécrétement; unies avec les Souliotes et les autres Épirotes établis en Grèce, elles saisiront la première occasion pour susciter des troubles.»

Plus loin, en s'appuyant sur le devoir qui est imposé à l'Angleterre de prendre part pour les chrétiens, afin de détourner leurs regards de la Russie, et soutenant que l'intervention anglaise en leur faveur pourrait amener d'heureux résultats, il ajoute:

« Je ne croirai jamais que l'Angleterre se soit entendue avec la France pour étouffer en commun le mouvement national des chrétiens de la Turquie. Sans doute le bruit qui court sur une telle entente doit être sans fondement. Une telle mesure serait infailliblement frappée de la désapprobation du peuple anglais. Je crois que le gouvernement de la reine n'oubliera pas que, quelque importante que soit la

conservation de l'équilibre européen, et la repression de l'ambition démésurée de la Russie, il a cependant d'autres devoirs encore plus sacrés à remplir. »

John Russel qui était alors ministre, répondit à cela qu'on pensera bien aux chrétiens de la Turquie ; mais qu'en attendant le gouvernement de la reine croit devoir décourager l'insurrection, afin qu'elle échoue.

Lord Palmerston également ministre, prenant dans la même séance la défense du gouvernement turc, et affirmant que plusieurs abus ont été réprimés et que les vexations ne sont plus si fréquentes, arrive à la lutte grecque et reconnaît que « l'insurrection des chrétiens tire son origine de l'intérieur, mais que l'impulsion a été donnée de l'étranger. »

En comparant les deux époques de 1821 et de 1854, on trouvera sans doute que sous cette dernière il y a eu des circonstances beaucoup plus encourageantes pour les chrétiens de prendre les armes contre leurs oppresseurs. En 1821 ils *espéraient* que la guerre attendue d'un moment à l'autre, forcerait la Turquie à concentrer ses armées loin des provinces grecques sur les rives du Danube. En 1854 au contraire la guerre entre la Porte et la Russie était un fait accompli; cette concentration *existait* déjà au moment où l'insurrection éclata. En 1821 il y avait la *sainte alliance*, résolue de réprimer tout mouvement insurrectionnel en Europe, car le carbonarisme avait fait trembler les souverains. En 1854 la *sainte alliance* n'existait plus, et les institutions libérales, en dépit de toutes les réactions, prédominaient en Europe. En 1821 les Grecs insurgés était ignorans dans l'art de la guerre; ils n'avaient pas encore l'habitude de mépriser l'ennemi ; ils n'avaient point un centre sûr; leur valeur, leur patriotisme, leurs tendances au progrès et à la civilisation étaient inconnues; mais en 1854 ils étaient déjà formés. En 1821 les puissances européennes tremblaient à la seule idée que la paix pût être troublée; elles savaient bien ce que la coalition contre le grand capitaine de notre siècle leur avaient coûté. La nation française était abattue, mais elle n'avait oublié ni ses

glorieux souvenirs, ni le grand homme qu'elle avait perdu; les mêmes appréhensions existaient en 1854; mais ce que la diplomatie européenne avait fait en 1829, lorsqu'elle a arrêté une armée triomphante hors les portes de Constantinople, armée qui si elle le voulait aurait pu pénétrer sans coup férir dans les murs de Byzance, et trancher le noeud gordien, les Grecs ont cru pouvoir être répeté en 1854, d'autant plus que la Russie paraissait avancer lentement, afin de donner le temps à la diplomatie occidentale d'arranger le différend à l'amiable. Les Grecs avaient d'autant plus raison à penser ainsi, que la Russie ne demandait pas, comme en 1829, la cession de pays étendus et de forteresses, ni même d'indemnités pour les frais de la guerre; mais elle bornait ses prétentions à la question des Lieux-Saints, et à celle du droit à la protéction des prérogatives religieuses des chrétiens sujets de la Porte. En 1821 la diplomatie européenne frappa de sa réprobation la cause grecque comme une œuvre du carbonarisme, et l'Angleterre aussi bien que l'Autriche, ne manquèrent pas de donner tout leur appui à la Porte pour étouffer l'insurrection hellénique. En 1854 la diplomatie européenne ne pouvait faire autrement qu'avouer l'origine nationale du soulèvement, et les plaintes légitimes des chrétiens opprimés; elle n'a pas pu croire dispensée l'Europe chrétienne d'aviser à l'amélioration de leur sort; aucune puissance ne se montrait disposée à accorder son assistance armée aux musulmans. En 1821 la politique de la France était entre les mains de Villèle, celle de l'Angleterre entre les mains de Londonderry; qui tous les deux étaient ennemis déclarés de l'insurrection grecque; en 1854 on voyait à la tête du gouvernement anglais Lord Russel et Lord Palmerston, les deux hommes qui, pendant la lutte de 1821, avaient élevé la voix plus d'une fois en faveur de la Grèce, qui insistèrent sur la nécessité de son affranchissement, et qui flétrirent la politique mesquine dont les efforts tendaient à lui assigner un territoire si étroit. Sur le trône de la France était assis en 1854, le neveu du grand empereur, que la race hellénique aimait à

considérer comme son sauveur futur, en qui sa confiance était tellement grande, qu'elle cherchait même à lui donner une origine grecque (1).

Lorsque les Grecs de l'Épire et de la Thessalie prirent les armes en 1854, ils se flattaient de l'espérance que l'empressement de l'Europe à arranger à l'amiable le différend entre la Turquie et la Russie, la porterait aussi à intervenir comme en 1826 pour rétablir la paix dans ces deux provinces, et enlever ainsi à la Russie tout prétexte de se brouiller de nouveau avec son voisin. Si cette espérance a été trompée, si des circonstances imprévues ont changé la phase des choses en Europe, on peut bien dire que les Grecs ont mal calculé; mais on n'est pas en droit de condamner la Grèce comme coupable, et moins encore de mettre à sa charge les erreurs, dans lesquelles l'Occident lui-même est tombé. Personne ne peut soutenir que, lorsque la Russie entama la question des Lieux-Saints à Constantinople par l'envoi du prince Menschikoff, ou lorsque elle pénétra dans les principautés, elle avait l'intention de faire la guerre. Si elle l'avait réellement, elle n'aurait pas envoyé une faible armée de trente mille hommes seulement sur les bords du Danube; elle n'y serait pas restée inactive pendant des mois entiers, donnant ainsi le temps à la Turquie de concentrer ses forces, tandis que les deux puissances profitaient de cette inactivité pour expédier des flottes et des troupes, et l'Autriche pour préparer sa neutralité armée, qui obligea plus tard la Russie d'évacuer les principautés. Si la Russie avait l'intention de faire la guerre, elle se serait présentée avec une armée de 80 mille hommes et une flotte rédoutable devant Constantinople, comme elle s'était présentée devant Sinope; elle aurait envoyé dans les principautés 80 mille hommes, qui auraient pu passer le Danube et arriver tambour bat-

(1) Il est notoire, que les chrétiens de la Turquie considérent Napoléon comme originaire de Maina en Peloponnèse où l'on trouve de familles anciennes portant le nom de Calimèri, équivalent à celui de Bonaparte, et qu'ils prétendent qu'un membre de cette famille émigra en Corse.

tant devant les portes de Bysance; car au moment de son invasion dans les principautés, il n'y avait point d'armée turque ni en Bulgarie, ni en Thrace; Silistrie était ouverte, Shoumla et les Balcans étaient presque sans garnison. L'histoire de 1853 est là pour confirmer cette vérité. De l'autre côté les deux puissances avaient-elles l'intention de pousser les choses jusqu'à une guerre contre la Russie? A coup sûr il ne nous est pas donné de pénétrer dans les replis du cœur de l'empereur des Français, ni d'approfondir les calculs du cabinet de Saint-James; mais en fondant notre jugement sur les documens diplomatiques qui ont été publiés jusqu'ici, ainsi que sur les faits qui se succédèrent depuis 1853 jusqu'au moment où l'épée fut tirée, nous ne pouvons que reconnaître les efforts sincères des deux puissances à éviter la guerre ; et que c'est d'irritation en irritation qu'elles arrivèrent au point de céder à la Russie, ou de lui déclarer la guerre. D'autres avant nous, les journaux les plus accrédités de l'Europe, des publicistes distingués ont souvent répeté, que si Lord Redcliff n'était pas ambassadeur à Constantinople, les choses ne seraient pas arrivées au point où nous les avons vues. Même après la déclaration de la guerre il n'entrait pas dans les projets des deux puissances de se charger de toute sa conduite, mais seulement de se présenter comme des auxiliaires pour appuyer la Turquie par une armée et une escadre anglo-française. Les deux puissances n'ont ouvert les yeux sur le peu de valeur des troupes turques que sur les lieux-mêmes lors de leur première expédition en Turquie. C'est là qu'elles comprirent, quoiqu'un peu tard, que les rôles devaient être intervertis. Les instructions de l'empereur Napoléon au général Saint-Arnaud font foi de cette vérité; elle est encore confirmée par l'inactivité forcée de l'armée alliée depuis le mois de mars jusqu'au mois de septembre 1854. L'armée française a préféré être décimée par l'inaction et par les fièvres, plutôt que de compromettre son honneur militaire en combattant à côté des ban-

des insubordonnées et des Bachibouzoucs, que la Turquie avait mis en campagne.

Si donc la Russie elle-même ne s'était pas douté que l'apparition peu amicale du prince Menschikoff à Constantinople, les démonstrations hostiles après son départ, ameneraient la guerre non pas avec la Turquie seule, mais avec les deux puissances maritimes, et que la guerre entamée, il lui deviendrait impossible de trouver des alliés en Europe ; si les deux puissances n'ont pu prevoir que leur intervention amicale serait infructueuse, que les menaces ne feraient qu'envenimer la question, et que l'épée seule aurait à décider, quel est l'homme impartial qui pourra condamner en conscience la nation hellénique de n'avoir pas prévu la guerre, l'envoi des troupes anglo-françaises sur le territoire turc, ou bien la triste nécessité dans laquelle se trouveraient deux puissances chrétiennes de considérer comme leurs propres ennemis, des chrétiens qui eurent le grand tort de vouloir briser les chaînes d'un esclavage de quatre siècles? Une nation, qui n'est pas encore assez heureuse pour posséder dans sa plénitude la civilisation européenne; une nation dont les connaissances diplomatiques ne peuvent qu'être bornées, peut bien, aveuglée par son indignation contre de barbares oppresseurs, se tromper sur les suites d'une révolution intempestive; mais quel est l'homme impartial, qui serait en droit de reprocher à cette nation de n'avoir pas prévu ce que les diplomates les plus expérimentés de l'Europe, tout en jugeant les affaires en pleine quiétude, étendus sur leurs divans, et prenant leur thé, n'ont pas prévu malgré toute leur sagacité? Certes si ces derniers avaient été plus prévoyans, ils n'auraient pas commis les fautes que l'histoire enregistrera dans ses pages, et qui auraient pu mettre en conflagration l'Europe entière, pour sauver des exigences d'amour-propre, qui, disons-le franchement, ont prévalu sur les intérêts européens.

L'Europe occidentale aurait eu peut-être le droit

de se plaindre des Hellènes, de les condamner même, s'ils avaient levé l'étendard de l'insurrection à l'époque où la guerre était déjà déclarée; nous disons *peut-être*, car même dans ce cas ils auraient eu pour eux la déclaration que Lord Palmerston avait donnée du haut de la tribune, que l'Angleterre se bornerait à repousser les envahissemens de la Russie, mais qu'elle se garderait bien de se mêler des querelles intérieures sur l'administration du pays.

Mais, objectera-t-on, une fois que la guerre avait été déclarée, et que les armées alliées s'étaient transportées en Turquie, pourquoi les insurgés ne deposèrent-ils pas les armes, et pourquoi ceux qui de la Grèce indépendante étaient allés à leur secours ne rentrèrent-ils pas dans leurs foyers? Cette objection ne peut sans doute être faite que par ceux, qui ne connaissent pas la haine implacable et toute naturelle entre des esclaves opprimés sans pitié, et des maîtres barbares considérant ces esclaves comme des brutes. Soyons justes avant d'être sévères, n'oublions pas les scènes sanglantes de **1821** — **1828**, le sang innocent qui a été versé, les enlevemens des femmes et des enfans, les massacres qui ont obligé la diplomatie elle-même, dont le cœur est de marbre, à mettre un terme à toutes ces horreurs par la bataille de Navarin et par l'expédition française de la Morée. Les chrétiens, pouvaient-ils déposer les armes, et se livrer ainsi à la discrétion des farouches Albanais et des Arabes qui furent transportés en Thessalie du fond de l'Afrique? Ceux qui de la Grèce étaient accourus pour assister leurs frères, pouvaient-ils oublier leurs engagemens, leurs sermens, les liens de parenté qui les unissent à ces derniers, et les abandonner à une destruction certaine, avant que les puissances maritimes ne déclarassent vouloir prendre sous leur puissante protection ceux, que la politique européenne voulait désarmès, et soumis de nouveau au joug de fer? Tout le monde croyait en Orient, qu'après la déclaration de la guerre, les deux puissances, fesant connaître leur décision irrévocable de ne pas permettre aux chrétiens

de continuer une lutte qu'elles avaient condamnée, auraient détaché un corps d'occupation, qui, entrant dans les deux provinces limitrophes de la Grèce aurait pu prévenir toute collision ultérieure, tout acte de vengeance du gouvernement turc contre les insurgés, et surtout contre les innocens. Ces espérances n'étaient point sans fondement. On pourra lire dans le *Blue Book* sur les affaires de la Grèce, soumis au parlement anglais en 1854, que le ministre de France à Athènes, Mr le Baron Rouen était de cette opinion, qu'il l'avait soumise à son gouvernement. Il y a des personnes à Athènes auxquelles il la communiqua confidentiellement, ce qui prouvait, qu'il était à peu-près sûr de son adoption; nous nommerons entre autres son médecin. On n'a pas pu connaître jusqu'à présent les raisons, qui ont porté les cabinets de Paris et de Londres à donner la préférence à l'opinion du représentant de la Grande Bretagne à Athènes, qui était pour l'occupation du territoire grec par des troupes anglo-françaises. On a violé le droit public, on a froissé l'amour propre national, on a porté atteinte à la dignité d'un pays indépendant, on a créé des embarras qu'on pouvait éviter. Mais laissant à l'histoire la tâche de constater les faits et de porter son jugement impartial, nous nous bornerons à dire que l'occupation du Pirée a été une faute politique, qui aurait pu compliquer davantage les affaires d'Orient, si la fermete et la loyauté du roi Othon, la prudence du peuple grec, son amour à toute épreuve pour son souverain, ses sympathies pour la France, ses souvenirs de la politique anglaise sous feu Lord G. Canning, la discipline exemplaire du corps d'occupation, et son empressement à se rendre utile au pays, n'avaient contribué à faire accepter à la nation grecque avec une digne résignation les conséquences de son élan patriotique, qui dans tout autre temps aurait été salué en Europe par les plus vives acclamations.

On a vu plus tard, que les insurgés invités par les commissaires, envoyés par les deux puissances en Thessalie et en Épire pour leur faire déposer les armes, ne

tardèrent pas à obéir, ainsi que leurs frères du royaume hellénique qui étaient venus à leur secours, et qui regagnèrent leurs foyers, le cœur brisé, et les larmes aux yeux; car ils prévoyaient très bien, que les assurances de protection, données par les représentants de la France et de l'Angleterre aux insurgés, ne les mettraient pas à l'abri de la vengeance musulmane. Les atrocités commises par les autorités ottomanes contre les chrétiens désarmés, les ravages et les massacres ont prouvé, que ces tristes appréhensions n'étaient que trop fondées.

Avant de calomnier les Hellènes comme instrumens de la politique russe, ou comme prêts à se soumettre à la souveraineté du Czar, on eût dû remonter au passé, pour voir que dans aucun pays du monde les antipathies contre la Russie n'ont été plus prononcées qu'en Grèce, lorsque l'empereur Nicolas, cédant à des sentimens chevaleresques, sentimens si mal recompensés, envoya ses troupes pour étouffer l'insurrection des Hongrois; on aurait vu avec quel enthousiasme le peuple grec accueillit les réfugiés Hongrois; on aurait vu le président de la chambre des deputés lui-même préférer compromettre la cour grecque parente de la cour d'Autriche, plutôt que de refuser la présidence de la commission nommée en faveur des réfugiés. On aurait vu que de pareilles commissions avaient été nommées partout en Grèce, et que la presse hellénique toute entière, exprimant les sentimens généreux de la nation, fesait des vœux pour le triomphe de la cause des peuples, et que par ses exhortations chaleureuses elle ravivait les sympathies pour les victimes de l'Italie et de la Hongrie qui etaient venus chercher asyle dans le pays de la liberté. Si Lord Palmerston consultait les rapports soumis par son ministre d'Athènes à cette époque, il y trouverait l'assurance qu'il y avait en Grèce un tel enthousiasme pour les Hongrois, et une telle indignation contre la Russie, qu'on aurait été bien embarrassé de chercher un parti russe en Grèce. On aurait applaudi avec le même enthousiasme toute autre nationalité

qui aurait revendiqué ses droits sacrés, et la même indignation se serait manifestée contre la Russie, si elle se disposait à la frapper de son glaive. Mais toutes les fois que la Russie ménaça les usurpateurs de l'héritage de la race hellénique, ses plus vives sympathies lui étaient assurées, comme elles ne lui manqueront pas à l'avenir chaque fois que l'empire ottoman sera l'objet de ses aggressions. L'Europe peut en être bien sûre.

Mais si les publicistes ou les diplomates de l'Europe occidentale ont pu considérer les Grecs comme des instrumens de la Russie, s'ils ont pu méconnaître la vérité jusqu'à croire que les Grecs, dont l'amour pour la liberté arrive jusqu'à l'excès, aimeraient à voir la Turquie usurpée par la Russie, et à subir un nouveau joug, quelles considérations auraient pu les porter à regarder le roi Othon comme coupable d'une pareille ineptie ?

Le sens commun permettrait-il jamais de croire que le roi de Grèce se laisserait entraîner jusqu'à devenir l'instrument de la Russie, pour lui faciliter la conquête d'un empire, qui ne doit et ne peut appartenir qu'à ses héritiers légitimes, ceux qui ont déjà fondé le trône de la Grèce? Le sens commun permettrait-il de croire que le roi Othon saperait ainsi de ses propres mains les fondemens de son trône ? Voilà dans quel raisonnement absurde s'est fourvoyé l'Europe occidentale, en cherchant de justifier son acharnement contre la race hellénique et le roi Othon ; tandisqu'il ne peut y avoir qu'une seule justification, la nécessité politique de l'intégrité de l'empire ottoman, nécessité mal calculée, ce que les évènemens ne tarderont pas à mettre au grand jour.

Nous espérons que les faits historiques, dont nous venons de réclamer le témoignage, convaincront ceux qui veulent se laisser convaincre et ne pas rester attachés à leurs préjugés et à leurs idées erronnées sur les affaires de l'Orient, que le soulèvement grec de 1854 a été mal interprété, mal apprécié en Europe. Dans l'intérêt de l'alliance turque, et pour égarer l'opinion publique la diplomatie occidentale a voulu lui donner une origine, qu'il n'avait pas ; on n'a pas hé-

sité à calomnier une nation heroïque, son roi, sa reine, et tourner en ridicule ses espérances les plus légitimes.

« *L'autorité du Sultan sur les chrétiens n'est pas »fondée sur le droit, mais sur la bayonnete,»* dit *Klüber* (1); « *une nation libre d'abord et asservie en»suite, tant qu'elle ne perdra pas sa mémoire, tant »qu'elle conservera sa langue et sa religion, n'ou»bliera jamais qu'elle a été jadis libre et indépendante; »son désir de recouvrer la liberté perdue ne sera jamais »éteint. Sans doute elle cédera à la force, et obéira au »plus fort, elle portera ses chaînes avec résignation; »mais entre elle et ses despotes il n'y aura que trève, »jamais la paix.»*

« *Jnter dominum et servum»* dit Curtius (2) » *nulla amicitia est, etiam in pace belli tamen jura serventur.*

On trouvera dans ces quelques mots tout le mystère de la lutte chrétienne de 1854.

On a beau s'obtiner en Europe à ne voir dans les Hellènes que des instruments de la politique russe, à nommer le soulèvement national une diversion en faveur de la Russie, à les supposer assez sots pour croire que la Russie, ou toute autre puissance, ne voudrait s'emparer de la Turquie que pour la remettre à ses héritiers legitimes. Heureurement la nation hellénique, de l'aveu même de tous ceux qui ont écrit pour la blâmer, ne manque ni d'esprit ni d'intelligence; elle a appris dans sa propre histoire, qu'un peuple, qui met ses espérances aux étrangers s'en repentira tôt ou tard.

Lorsque, il y a quelque temps, un Moldave, entraîné par un excès de patriotisme, prétendait que la race roumoune, est le foyer de la civilisation orientale, et réclamait l'institution d'un État moldovalaque indépendant et comprenant aussi la Bessarabie, qui serait conquise à cet effet par les puissances européennes, un des publicistes les plus distingués de la France,

(1) Geschichte der Wiedergeburt Griechenlands p. 12.
(2) De rebus Alexandri magni VII. 8.

M[r] Saint-Marc Girardin, fit cette remarque judicieuse, que les nations ne revivent pas par les exploits militaires des autres États, mais bien par leur propre courage et leur patriotisme. M[r] Girardin appuyait ses assertions sur l'exemple de la Grèce qui, par ses propres efforts, sans avoir recours à l'assistance étrangère, recouvra sa liberté. Cette maxime est celle de tous les Grecs depuis le premier moment de la révolution française ; elle a été depuis lors et elle sera jusqu'à l'accomplissement de ses destinées son seul guide. Lorsque l'Occident, après la fin de la guerre, aura fait son bilan politique, et pesé avec calme ses erreurs passés, il sera persuadé que la guerre contre la Russie n'a pas affaibli cette puissance, et qu'elle n'a non plus consolidé la Turquie. Nous voulons bien adopter pour un moment une supposition contraire à toutes les lois de la nature, que par ses efforts et par de grands sacrifices l'Occident parviendra à ranimer l'empire des Osmanlis, le rendre assez puissant pour pouvoir repousser les envahissemens de la Russie; mais est-il sûr alors que la Turquie, ainsi ranimée, ne s'alliera pas plutôt avec la Russie sa voisine contre les intérêts de l'Occident, et surtout de l'Angleterre ? Une telle alliance ne sera-t-elle pas un coup mortel pour les possessions de cette puissance dans les Indes ? La Turquie, si jamais elle pouvait revivre, ayant une armée de 300 mille hommes qu'elle peut facilement mettre sur pied, 80 mille matelots qu'elle peut aisément obtenir, un budget d'un milliard que les riches produits du pays et son immense navigation concourront à former, ne sera pas sans doute une puissance menaçante pour la Russie, mais elle le sera avec cette dernière pour l'Europe. La population chrétienne de la Turquie est à peu près trois fois supérieure à celle des musulmans ; si la Turquie n'accorde pas à tous l'égalité des droits, elle ne pourra exister. Mais tant qu'il y aura des chrétiens en Turquie ayant le sentiment qu'eux seuls dans le monde sont soumis à un joug ottoman, quand même on leur accorderait cette égalité, ce qui ne peut se faire sans la destru-

ction du Coran, une alliance heureuse dans ses succès entre la Turquie et l'Occident est naturellement impossible; car, ses élémens les plus forts, qui sont les chrétiens, seront toujours pour l'alliance avec la Russie, parce que leur ressentiment contre l'Occident ne s'éteindra qu'avec l'extinction de l'islamisme. Une alliance entre l'empire turc et l'Occident ne peut exister que lorsque cet empire deviendra chrétien.

Le *Constitutionnel* s'étonne que «le petit royaume de »Grèce, qui compte environ un million d'habitans, et »qui devrait n'avoir d'autre but que de consolider sa »situation, d'organiser ses finances, ses lois, son in»dustrie, de réprimer le brigandage qui désole ses »plus belles provinces, d'établir l'ordre intérieur qui »lui manque et sans lequel il n'y a pour un peuple »aucun progrès possible, n'aspire à rien moins qu'à »reporter à Byzance le siége d'un vaste empire.»

Le *Constitutionnel* ajoute plus bas: «le droit de la »Grèce sur la Turquie est tellement étrange, que »personne jusqu'à présent, n'a cru nécessaire de le »discuter sérieusement.»

Nous prions d'abord tous ceux qui aiment à blâmer ou à railler les prétentions de la Grèce sur l'héritage de ses ancêtres, de nous dire, si la Grèce seule doit être privée du droit d'avoir l'histoire pour son guide, si à la Grèce seule on doit contester un droit que tous les autres États ont et revendiquent constamment. Que le royaume grec est petit, personne ne songe à le contester; nous le regrettons sincèrement; mais sa petitesse n' est pas un crime qui doit lui être attribué. Ceux qui prirent les armes en 1821 n'étaient pas les habitans du territoire seul, qui consistue aujourd'hui le royaume de la Grèce, et ce n'est ni la supériorité de l'ennemi, ni les chances de la guerre qui ont remis de nouveau sous le joug musulman la Thessalie, l'Épire, la Macédoine, et les îles de Samos, de Candie, de Chios etc., mais bien l'assistance morale et matérielle accordee aux ennemis par différens gouvernemens européens, et surtout les décisions de la Conférence de Londres, contre l'injustice desquelles il

était impossible aux insurgés de faire appel. Ils se virent donc dans la triste nécessité d'obéir aux iniquités des plus forts, mais ils maudissaient dans leur cœur la politique insensée de l'Europe chrétienne qui croyait trouver dans le mahométanisme un élément nécessaire de son existence et de l'équilibre européen. Mais, qu'on nous permette de demander, si la petitesse de la Grèce est une raison suffisante pour justifier l'éternisation de ses limites actuelles. Prenons en main l'histoire, contre laquelle tout sophisme se brise; qu'est ce que c'était la France, il y a 869 ans, lorsque Hugues Capet succéda à Louis le fainéant? Vingt-huit de ses départemens d'aujourd'hui étaient occupés par les Normands; le comte de Flandres régnait sur 16 autres départemens tandisque le reste était gouverné par des ducs qui ne considéraient le roi de France dont la souveraineté s'étendait sur 4 départements, que comme leur égal, *primum inter pares*. Ce n'est que petit à petit, au moyen d'achats, de legs, de dots, de guerres civiles, de ces horreurs qu'on peut trouver dans chaque page de l'histoire du moyen-âge, que les souverains résidant à Paris sont parvenus à réunir sous leur sceptre la nation française toute entière; cependant plus de quatre cents ans les Normands, dont le chef Guillaume était monté sur le trône de l'Angleterre après l'avoir conquise, occupèrent après Hugues Capet les 28 départemens de la France, et les réunirent même avec le royaume de l'Angleterre. Leur Roi Henri VI, fut reconnu même par les Français comme roi de France (1) et couronné comme tel à Paris en 1431, tandisque l'héritier légitime Charles VII, ne régnait que sur la ville de Bourges et ses alentours. Le sentiment, qui arma le bras héroïque de la Pucelle d'Orléans, dont l'exemple ranima le courage des Français et eut pour effet l'expulsion des Anglais après une occupation de 400 ans, ce même sentiment inspira le mouvement de la race hellénique en 1854. Si le petit royaume de Capet, plus petit même

(1) Du temps d'Edouard III jusqu'en 1801 les rois d'Angleterre portaient aussi le titre «roi de France».

que celui de la Grèce d'aujourd'hui n'ayant pas plus d'un million d'habitans, rechercha et parvint à trouver sa grandeur dans la reunion de tous les territoires où la langue française était parlée, pourquoi s'étonnerait-on d'une pareille prétention du royaume grec, et de quel droit pourrait-on la nommer étrange et indigne d'une discussion sérieuse? Hugues Capet et ses successeurs cherchaient à réunir, comme ils y parvinrent peu à peu, divers États, sur lesquels le souverain résidant à Paris n'avait aucun titre, attendu qu'ils appartenaient à l'immense empire occidental de Charles Magne, dont l'Allemagne, l'Italie, une portion de l'Espagne et la France entière etc. faisaient partie et dont le siége n'était pas à Paris, mais à Aix-la-Chapelle. Par contre les prétentions du royaume grec s'appuient sur des droits d'héritage paternel; il ne s'agit que de la concentration d'une race, qui a toujours été réunie, en un seul corps, et dont les faits glorieux sont mis tous les jours sous les yeux de la jeunesse dans les universités de l'Europe. Si le petit royaume de Hugues Capet lutta 400 ans contre les Anglais pour les expulser de la Normandie, pourquoi la prétention des Hellènes de chasser de leur sol paternel les usurpateurs qui y sont également depuis 400 ans, paraîtrait-elle étrange? On sait au reste que la Normandie jouissait à cette époque d'un bonheur inconnu aux autres provinces de la France actuelle; car elle n'obéissait qu'a un seul souverain, elle ne subissait pas le joug de ce nombre des roitelets qui ravageaient le sol français en se faisant la guerre. Le *Constitutionnel* n'ignore non plus que les Normands n'étaient pas de race française, qu'ils n'avaient jamais obéi à un gouvernement français; tandisque la prétention du royaume grec ne s'étend que sur des provinces, réunies jadis sous le même sceptre, provinces purement grecques ou qui ont adopté avec empressement la nationalité hellénique.

Passons à une autre page de l'histoire; qu'est ce que c'était que l'Angleterre, lorsque Guillaume le conquérant, l'ayant envahie, monta sur le trône? Elle était à peine habitée par un million et demi, elle n'avait un

seul vaisseau; déchirée par des guerres intestines elle ne put resister à l'invasion étrangère. L'Irlande ne fut conquise par elle que deux siècles après, et il lui fallut sept autres siècles pour s'emparer de l'Écosse. L'Angleterre avait-elle donc alors plus de droit sur ces deux États indépendans, habités par des races étrangères, que le royaume de Grèce n'en a aujoud'hui sur l'empire ottoman qui, il y a 400 ans, était l'empire grec?

Tournons le regard vers cet autre État qui, situé dans le centre de l'Europe s'est rendu aujourd'hui l'arbitre de la paix et de la guerre. Qu'était l'Autriche il y a 400 ans? Un État pas plus grand que la Grèce actuelelle, ne jouissant même pas de l'indépendance, mais vassale (Reichslehen) de l'empire allemand. Au moyen d'achats, de guerres et d'intrigues, il s'est adjoint l'un après l'autre tous les États qui constituent aujourd'hui l'empire d'Autriche, cet amalgame de nationalités de langues et de religions différentes; la *Marchia orientalis* ce petit État qui de 1248—82 était devenu une des provinces de l'empire allemand, et qui en 1308, lorsque pour la première fois il acquit son indépendance, était beaucoup plus petit que le royaume de la Grèce, avait-il plus de droits sur les territoires qui composent l'empire actuel d'Autriche, que la Grèce n'en a sur des provinces qui ayant la même nationalité, parlant la même langue, professant la même religion, sont unis avec elle par l'identité de la gloire, par les liens les plus sacrés, par les souvenirs historiques de leur grandeur passée aussi bien que par le désir le plus ardent de la liberté, par les espérances les plus vives de l'avenir?

Mais laissons de côté les prétentions fondées sur des droits incontestables; ne parlons pas de l'Espagne qui chassa les Arabes de son territoire après une occupation de six siècles; admettons même, que pour la Grèce seule, la nationalité, la langue, la religion, les souvenirs glorieux du passé, les sympathies de race, enfin tout ce qui constitue la force d'une nation, ne doivent être d'aucune valeur. Reportons-nous à

d'autres prétentions, celles dont se sont armées toutes les puissances, et qu'elles réussirent à faire triompher plus ou moins. Nous voulons parler de ces prétentions qui résultent de la nécessité qui porte chaque État à tâcher d'arrondir son territoire dans l'intérêt de sa force, de son commerce, de sa marine. Récourrons de nouveau à l'histoire; nous ne parlerons ni de l'immense empire de Charles-Magne et de son projet de le réunir par son mariage avec la princesse Irène de Byzance, à l'empire byzantin; nous ne parlerons non plus des projets gigantesques du grand Napoléon qui tendaient à réunir sous le sceptre de la France la plus grande partie des États européens, où il envoyait ses frères et ses généraux, comme Rome envoyait jadis ses préteurs et ses proconsuls; nous puiserons nos exemples dans une autre série de faits.

La France était en droit de demander satisfaction au Dey d'Alger *pour manque d'égards*, comme ses propres ministres l'avaient dit dans les chambres; sur le refus du Dey on bombarda Alger, qui ne pût résister à l'élan et à la bravoure d'une armée française. Alger tomba; c'était un satisfaction éclatante pour la France, mais elle crut mieux faire, en s'y établissant, et la satisfaction eut pour suite la conquête de toute l'Algérie, qui devint une province de France. Nous sommes bien loin de blâmer cette conquête, au contraire, en amis de l'humanité, nous applaudissons à une mesure qui frappa un état barbare, et qui ouvrit à l'Afrique la voie de la civilisation. Mais on nous permettra de demander à cette France généreuse, si sa prétention d'occuper et de changer en possession française un territoire appartenaut au Sultan, territoire sur lequel la puissance conquérante n'avait aucun droit, pas même celui de la religion, si, disons-nous, sa pretention doit être considérée comme plus juste que celle des Grecs, de recouvrer leur propre patrie qui gémit sous le même tyran que l'Algérie d'autrefois ? Quel était le droit de la France sur le territoire allemand de l'Alsace, lorsque la première as-

semblée nationale le déclara territoire français, et en fit la conquête, qui fut confirmée plus tard par les traités de 1815 ? Si la Grèce est possédée par sa grande idée, par son rêve, dont elle poursuit la réalisation depuis 400 ans, est-ce que la France n'est pas également possédée par une idée et un rêve de la même nature, idée et rêve de presque tous ses souverains ? Les regards de tout Français ne sont-ils pas toujours tournés vers le Rhin considéré comme la frontière naturelle de la France, bien que les provinces qu'il entoure, soient allemandes d'histoire et de langue ? Si le *Constitutionnel* ainsi que tout autre Français considèrent la Savoie comme une province qui tôt ou tard doit être réunie à la France, comment s'aviseraient-ils de dire que la prétention des Grecs de voir l'héritage de leurs pères libre, sous un sceptre chrétien, ne mérite pas même la discussion ?

L'Autriche, il n'y a pas longtems, au milieu de la paix la plus profonde, occupa Cracovie et se l'incorpora, malgré les traités de 1815 qui avaient consacré l'existence politique de cette petite république; l'Europe entière, cette même Europe qui condamne aujourd'hui la race Hellénique pour vouloir son indépendance, vit accomplir ce forfait politique sans même protester.

Voyez l'Angleterre; tandisque d'une part elle verse le sang le plus précieux de ses enfans et dépense ses trésors pour l'intégrité de la Turquie, de l'autre elle s'empare dans les Indes du royaume d'Oude, d'un État indépendant, habité par des hommes qui n'ont rien de commun avec elle, ni la langue, ni l'histoire, ni la religion, ni la nationalité; par la seule raison que cette conquête est dans l'intérêt de ses possessions; et cependant on prétend que les droits des Grecs sur l'héritage de leurs pères ne méritent même pas une discussion sérieuse ! Lorsque en 1848 les Hongrois, enflammés par les idées de liberté que la dernière révolution Française répandit dans le monde, levèrent l'étendard de la révolution contre leur souve-

rain, on salua cet événement par les plus vifs applaudissemens en France et en Angleterre; et si le désir de ne pas compromettre la paix générale ne s'y était opposé, si la situation géographique de la Hongrie n'eut rendu impossible tout secours direct ou indirect, peut-être Lord Palmerston aurait-il trouvé quelque prétexte semblable à celui de Pacifico, pour bombarder avec les flottes de la Grande Bretagne les villes maritimes de l'Autriche, et Lord John Russel n'aurait pas dit, comme il l'a fait à propos de la dernière insurrection des Grecs, que l'Angleterre devait la *décourager*, afin qu'elle fût anéantie un moment plus tôt. Si donc la prétention des Hongrois, qui pourtant s'étaient soumis volontairement au sceptre autrichien, qui vécurent des siècles entiers sous sa domination, et qui, il n'y a pas longtems, sauvèrent par leur bravoure le trône de l'impératrice Marie Thérèse, n'a pas été considérée indigne de discussion, faut-il considérer comme telle la prétention de la race hellénique, qui, subjuguée contre sa volonté par Mahomet, a été pendant quatre siècles traitée en brute, et qui a fait constamment des efforts pour son affranchissement?

Trois souverains puissans s'unirent dans l'intérêt de leurs propres États pour effacer de la carte européenne le royaume de Pologne et se le partager. Quels droits auraient pu rendre digne de discussion une prétention semblable des trois puissances avant qu'elle fut réalisée? Mais cet attentat du fort contre le faible, qui changea l'aspect de l'Europe, fut commis, et le partage fut confirmé par les stipulations des traités de Vienne. Qui est celui qui, soit en France, soit en Angleterre a jamais considéré la prétention des Polonais de reconquérir leur indépendance nationale comme indigne de discussion? qui est celui parmi les habitans de la Grande Bretagne et de la France qui aurait blâmé en conscience les gouvernemens de ces deux puissances, si la situation géographique de la Pologne n'étant pas telle qu'elle est, ils avaient prêté leur puissante assistance aux Polonais, et fait pour eux,

peut-être dans l'intérêt même de l'Europe, ce qu'ils ont fait pour l'*homme mort*, quoiqu'on en dise, de la Turquie ? Et n'oublions pas cependant que la Pologne ayant perdu son indépendance nationale n'est pas moins heureuse sous le sceptre de ses trois voisins, qu'elle ne l'était autrefois sous le sceptre de ses rois électifs, que les Polonais jouissent des mêmes avantages que les conquérans et de la même égalité devant la loi ; il n'y a donc que le sentiment de la nationaté perdue, qui les poussse à se jeter dans des révoltes. Et de quel droit pourrait-on considérer comme indigne de toute discussion, la prétention de la race hellénique de s'affranchir d'une autorité, qui n'a jamais cesse de la traiter en esclave, de l'opprimer, de lui refuser l'exercice de tout droit sur le pays de ses pères, et qui à peine sur les instances de quelques gouvernemens étrangers, avait consenti à lui accorder le droit de témoignage, ce que les États européens ne refusent pas même à ceux qui ont été jugés et condamnés pour les plus graves délits ?

Depuis la guerre actuelle, la presse de France et d'Angleterre, tout en condamnant les prétentions de la race grecque sur le sol de ses peres, n'hésita cependant pas à appuyer sérieusement celles de la Suède sur la Finlande. Nous ne voyons cependant pas sur quoi on pourrait fonder ces prétentions. La religion, les usages, la langue de la Finlande ne sont pas les mêmes qu'en Suede ; il n'y aucun lien qui unisse ces deux États. Ce sont les Suédois, qui descendent des Finlandais, et non pas les Finlandais des Suédois. Si la Suède devenue puissante, conquit par les armes la Finlande, la Russie employa à son tour le même moyen, et le droit du plus fort décida pour elle. La Suède eut par l'incorporation de la Norvège une indemnité suffisante pour la perte de la Finlande. Mais si la presse de l'Europe croit devoir considérer comme méritant d'être discutée et réalisée même, la prétention de la Suède sur une contrée que rien ne lie avec elle, qui ayant conservé sous le sceptre russe son indépendance et sa nationalité

ne désire pas changer de sort, il faut à la vérité qu'on ait étouffé dans son coeur tout sentiment de justice, et qu'on méconnaisse les règles de la logique pour soutenir sérieusement qu'il est indigne même de discuter la prétention de la Grèce de reconquérir sa nationalité mutilée par les décisions de la conférence de Londres, de briser les chaînes de ses frères, qui ont la même origine, qui parlent la même langue, qui ont les mêmes souvenirs de gloire et de souffrances, et qui adorent le même Dieu ?

N'oublions pas en attendant que la France sans même l'Algérie, sans les provinces rhénanes et sans la Savoie; que l'Angleterre sans ses nouvelles conquêtes en Asie, sont des puissances respectables, dont le poids fait pencher la balance européenne du côté qu'elles désirent; que la Suède, sans même la Finlande, est assez forte pour voir son alliance sollicitée par ces deux grandes puissances; tandis que la Grèce, si ses prétentions fondées sur la justice et sur l'histoire ne viennent pas à être réalisées, reste un Etat mort-né, sans gloire, le jouet des puissans, souffletée tantôt par l'un tantôt par l'autre, ne pouvant pas avoir une volonté à elle, et ressemblant à une perle gisant dans la boue. Par ses frontières la Grèce est trop faible pour pouvoir vivre; par l'intelligence et le patriotisme de ses habitans elle est trop forte pour mourir. Si la conquête de l'Algérie, la possession de la Savoie et des provinces rhénanes sont de l'intérêt seul de la France; si les nouvelles acquisitions dans l'Asie sont dans l'intérêt seul de la Grande Bretagne, l'intérêt bien entendu de l'Europe entière exige la réalisation des vœux de la Grèce fondés sur la justice et sur le christianisme. Si l'Europe occidentale n'a pas encore compris cette vérite, c'est une preuve qu'elle n'a pas compris ses propres intérêts en Orient, et que pour ne pas les avoir compris, elle insiste à chercher dans des calculs erronés, dans de vaines illusions ce qui se trouve devant elle, ce que la réalité devait lui enseigner, ce que l'xepérience devait rendre on ne peut plus évide a ses yeux. Le tems lui prouvera que tous les

immenses sacrifices, qu'elle s'est imposés ne porteront d'autre résultat que celui de fortifier l'influence de la Russie en Orient, eût-elle perdu dix autres flottes dans la mer Noire, fût-elle enchaînée par dix autres traités de paix. Sans la reconstruction du trône chrétien à Constantinople, la barbarie en Orient continuera d'exister, les convulsions intérieures subsisteront toujours, la civilisation qu'on veut y implanter ne sera qu'un replâtrage, on ne tardera pas à voir que la plus grande des fautes que l'Occident ait commises depuis cent cinquante ans, est son opposition à l'affranchissement des chrétiens de la Turquie. La lutte hellénique a été étouffée parceque l'Europe l'a voulu; personne, ni en Grèce ni en Turquie ne pense sans doute à la renouveler de si-tôt; mais le passé a déjà prouvé et l'avenir le prouvera encore plus, que l'erreur dans laquelle l'Occident persévère, est commise à son propre désavantage.

Nous approuvons parfaitement les conseils que le *Constitutionnel* donne à la Grèce, de développer son agriculture, son industrie, son commerce, de mettre un terme au brigandage, de s'occuper de la résurrection des lettres et des arts. Ces conseils, la Grèce se les avait donnés et elle les a suivis depuis le premier jour de sa renaissance. Le pays que la conférence de Londres a érigé en royaume grec était désert et en friche; il n'y avait qu'une seule ville, celle de Nauplie, et des monceaux de ruines indiquaient seuls les sites où s'élevaient autrefois des villes, des bourgs et des villages; à l'exception des forêts, que la barbarie de l'ennemi fut obligé d'épargner, car leur destruction n'était pas facile, la devastation de tout ce qui existait était complète. La hache des Arabes s'était abattue sans pitié sur les immenses bois d'oliviers de Corone et de Calamata, le feu finit par les anéantir. Les frêles navires qui avaient jeté la terreur dans les flottes formidables de la Turquie et de l'Égypte, n'étaient plus en état de tenir la mer; ils pourrissaient dans le port de Poros, pas même une école primaire d'instruction mutuelle n'existait dans tout le pays. Vingt

six ans se sont écoulés depuis lors; consentant à juger la Grèce avec impartialité, on n'a qu'à passer en revue ce qui fut fait dans ce court intervalle. Des villes, des bourgs, des villages ont surgi de la terre comme par enchantement; des miliers de mûriers couvrent d'immenses terrains naguère en friche; des vignes, des bois d'oliviers, des jardins, des champs cultivés, s'offrent partout à la vue du voyageur, et une université, des gymnases, des écoles primaires et d'autres établissemens d'instruction publique initient aux sciences et à l'administration la jeunesse hellénique. Un séminaire forme des ecclésiastiques dans la piété et dans les autres devoirs de leur état; des miliers de navires construits en Grèce et montés par trente mille marins, promènent avec fierté le pavillon grec dans les ports les plus réculés du monde. Des maisons commerciales établies en Europe, en Asie, et en Amérique par des Grecs, se livrent aux spéculations les plus vastes, et soutiennent la concurrence avec des négocians appartenant à des États séculaires et riches, ayant les moyens de venir au secours des entreprises particulières, tandisque le gouvernement grec, dans l'exiguité de ses ressources, à peine suffit-il à ses propres besoins. Soixante presses enfin répandent les lumières dans la Grèce indépendante et dans l'Orient chrétien. Connaît-on dans le cours des siècles une autre nation qui, dans l'espace de 26 et même de 100 ans, ait fait de tels progrés?

L'observateur impartial aurait encore découvert d'autres faits en Grèce qui ne manqueraient pas d' attirer toute son attention; il aurait été frappé de la solution de certaines questions sociales, qui en Europe, malgré ses lumières et ses progres, malgré ses haines de religion, qui ont plus d'une fois ensanglanté son sol, malgré ses revolutions, restent toujours insolues, tout en portant dans leur sein les germes de nouvelles commotions intérieures. L'observateur aurait trouvé en Grèce une tolérance religieuse, dont il aurait à rougir vis-à-vis de la triste situation des non-catholiques en Espagne et en Italie et des catholiques

en Irlande, vis-à-vis des haines religieuses dans l'Allemagne et de ces querelles incessantes dans tous les états de l'Europe entre le protestantisme et le catholicisme, querelles qui rappèlent souvent la barbarie du moyen âge. Chez nous au contraire que voit-on? une entiere liberté de conscience, et le libre exercice de tous les rits soit grec, soit catholique, soit mahométan, soit hébreux. Dans nos cimeterres les mânes des catholiques et des protestans reposent près des mânes des Grecs; et lorsqu', il y a quelques années, l'ambassadeur ottoman mourut à Athènes, ses obsèques furent accompagnées de pompe et de cérémonies, l'Imam récitait l'office des morts, les fonctionnaires publics ainsi que la population chrétienne de la capitale suivaient en foule le convoi, la bande militaire en tête. L'observateur se serait encore persuadé que quelque soit la religion d'un sujet hellène, il peu servir l'Etat et arriver aux plus hautes dignités, et cela non pas par concession tacite, mais en vertu de la loi fondamentale du pays. Dans tous les États de l'Occident le clergé est appelé aux affaires publiques; chez nous au contraire, bien que le clergé ait pris une part très active dans la guerre de l'indépendance, soit sur les champs de bataille soit dans l'administration, après la guerre il se voua exclusivement à l'exercice de sa profession, et il s'y voua non pas cédant à la violence, mais de son propre mouvement: c'est qu'il sentit bien que la patrie n'avait plus besoin de ses services, et que suivant les commandemens des saints-apôtres, commandemens que le clergé européen paraît mépriser, il n'est pas permis aux ministres de Dieu de se mêler des affaires de ce monde. Le clergé grec ne prend non plus part ni dans les élections municipales ni dans les élections des députés, quoique le suffrage universel à l'exception du clergé, ait été voté unanimement dans la dernière assemblée nationale, et le clergé a donné sa bénédiction paternelle à cette décision nationale; ne rougirait-on pas en France en se souvenant de l'attitude hostile du clergé français pendant la glorieuse revolution à la fin du dernier siècle? En Europe, la lutte entre la noblesse et le peuple dé-

généra en guerre sanglante; aujourd'hui même elle épie le moment de se reproduire; en Grèce cependant, ce qu'on appelle ailleurs, dans tous les États européens, *noblesse*, est inconnu; on s'en rit même comme en temps de Carneval, des travestissemens. La seule noblesse légitime chez nous, c'est la valeur personnelle de l'homme.

On trouve en Grèce certains principes conservateurs inconnus en Europe, principes dont les démocrates de l'Occident ayant à peine une faible idée, créèrent le système subversif du socialisme et du communisme. Ces principes sont l'esprit d'association et l'intérêt commun dans un grand nombre de transactions de la vie civile, et nommément dans l'agriculture, où le propriétaire partage le produit du sol avec le cultivateur; dans le commerce maritime, où l'équipage a une part dans la propriété du navire ou bien de la cargaison. En Grèce nous suivons en tout les principes monarchiques de l'Occident, tout en conservant nos mœurs démocratiques; on voit chez nous le trône soutenu non pas par des armées ou par des hommes privilégiés, ou bien par une noblesse antique dont l'intérêt immédiat est la conservation du trône, mais par la nation toute entière. Il n'y eut en Grèce personne, qui ait jamais pensé à renverser l'institution monarchique, à l'exception de cinq ou six insensés qui méconnaissant la mission toute conservatrice de l'occupation du Pirée par des troupes alliées, avaient conçu des idées sinistres l'année dernière, qui ne firent que mettre en évidence leur folie. Sans se laisser aveugler par un égoïsme national, ce petit État méprisé, la Grèce, indépendamment de ses progrès dans le commerce, la navigation etc. serait bien en droit de demander à l'Europe civilisée, dans quel autre de ses États on ait apporté jusqu'à présent la solution de ces grandes questions sociales. Certes, Si Lord Redcliff a cru nécessaire au progrès social, l'apparition des patriarches dans les bals coustumés, il peut avoir ses idées à lui, mais un tel progrès ne nous fut jamais demandé par l'Europe, et nous espérons qu'elle ne nous le demandera jamais, et qu'elle ne nous

blâmera pas si nous le repoussons, quoiqu'inventé par le grand diplomate, qui est parvenu à pousser l'Europe à cette guerre sans but et sans résultats.

Il est vrai que le brigandage a souvent affligé le pays, et que depuis le mois de mai de l'année dernière, il est devenu le fléau de quelques provinces grecques. Mais nous devons ici signaler l'erreur de ceux qui en parlant des affaires de la Grèce, ont confondu la nation avec son gouvernement, et qui en les jugeant avec légèreté ont jeté à la charge de la nation les erreurs de ses gouverneurs, ou pour mieux dire les tristes résultats des interventions étrangères. L'origine du brigandage est due à deux raisons principales: 1° aux mesures imprudentes du pouvoir ou à la mauvaise application des lois; 2° à l'insuffisance des frontières. La corruption de la loi de la gendarmerie, l'esprit de partialité dans les conscriptions, les malversations des autorités municipales, l'oppression exercée par certaines autres autorités administratives, ce sont autant de motifs qui ont poussé quelques uns à s'adonner au brigandage. Viennent après les amnisties, qu'à un autre époque, certaine diplomatie occidentale recommandait à ses affidés dans le gouvernement hellénique comme moyen d'influence, et contre lesquelles la presse avait souvent élevé la voix, qui encouragèrent le brigandage, ainsi que la mesure de la dissolution des bataillons irréguliers, mesure d'autant plus imprudente qu'elle jetait les congediés pour ainsi dire dans les rues, et enlevait à des soldats aguerris leur seul moyen de subsistance, la solde. Doit-on s'étonner si quelques uns d'entre eux se jetèrent dans le crime, auquel ils n'avaient jamais pensé? ils ont cherché dans les horreurs contre la société une vengeance contre le ministère Mavrocordato-Callergi, qui seul a voulu cette dissolution prématurée. L'amnistie accordée par le même ministère aussitôt après son avénement, à tous ceux qui s'étaient échappés des prisons publiques, ou qui étaient condamnés en contumace, rejeta dans le sein de la société des hommes, qui ne profitèrent pas de l'amnistie pour mener une vie paisible et honnête, mais

pour satisfaire leurs passions contre ceux qui les avaient autrefois dénoncés, ou qui avaient déposé contre eux devant la justice. Tel est le premier motif du brigandage.

Lorsqu'on jette les yeux sur la Carte géographique et non pas topographique de Lapie, carte au reste très incomplète, on ne comprend certes pas que les frontières de la Grèce soient telles qu'elles puissent justifier les réclamations continuelles des Grecs contre elles. Mais ceux qui veulent se prononcer avec impartialité sur ce sujet, n'ont qu'à se rendre sur les lieux mêmes, et nous sommes sûrs qu'ils s'empresseront d'ajouter leur voix à la nôtre; ils pourront se convaincre que quand même l'armée entière de la Grèce se serait rendue sur les frontières, elle ne pourrait pas arriver à étouffer le brigandage; car le foyer de ce fléau est et sera toujours en Turquie, tant que celle-ci ne voudra pas comprendre que son système d'administration est on ne peut plus funeste. Sans doute le *Constitutionnel* ignore, comme l'ignorent la pluspart de ceux qui ont écrit sur la Grece, qu'en Turquie la poursuite des brigands et la surveillance des frontières sont confiées par adjudication à un dervenaga, c'est-à-dire à l'individu qui s'engage à remplir ce service contre une retribution le moins possible onéreuse au trésor public. On voit donc clairement que c'est ce système inepte qui entretient l'existence des brigands, qui associe ces malfaiteurs aux surveillans de l'ordre public, qui devient le fléau des habitans des provinces limitrophes et qui donne naissance aux crimes que nous voyons s'y reproduire incessamment. De quoi n'est pas capable un féroce Albanais, dont la solde de dix piastres ou de deux francs par mois, ne lui donne son pain pas même de cinq jours, et à qui sa charge est un moyen de s'enrichir ?

Telle étant la situation des choses, pourquoi aurait-on le droit de condamner la nation grecque ? Des administrations imprudentes, ont pris de fausses mesures ; mais ce n'est pas la nation qui s'est donné ces administrations. Il est vrai qu'elles n'étaient pas comme

celle du 16/28 mai, le produit immédiat de la volonté des puissances étrangères, volonté imposée par une armée d'occupation; mais qui pourrait donc soutenir qu'il y aît eu jamais en Grèce une administration quelconque instituée sans l'intervention de la diplomatie étrangère? A quelle époque a-t-on laissé au souverain la liberté de choisir ses ministres parmi les hommes qu'il croyait le plus aptes à se pénétrer de leur mission, et à gouverner le pays conformément aux vœux du monarque et aux besoins du peuple? La protection du représentant de telle ou telle des puissances protectrices de la Grèce a été toujours le titre le plus sûr pour arriver à l'administration; cette protection était-elle due au mérite, ou plutôt à la flatterie, au mensonge, aux intrigues? Nous défions la diplomatie de nous nommer l'homme protégé par elle, qui aît su gagner les sympathies du peuple, qui se soit montré digne de la confiance de son souverain, qui puisse justifier par ses actes cette faveur extraordinaire d'une puissance étrangère. La diplomatie européenne ne peut que rougir en lisant la liste de ses protégés depuis 23 ans, et ce qui la ferait rougir de plus, c'est qu'elle trouverait les mêmes noms dans les listes de différentes ambassades, dont la politique n'a jamais été d'accord.

Une telle administration, qui n'est pas choisie par le souverain dans la plénitude de ses droits, qui n'est pas approuvée par la nation, ne peut que mal régir le pays; le suites d'une telle administration pèsent, il est vrai, sur le peuple, mais elles ne sauraient nullement lui être attribuées, encore moins à son roi, une fois que celui-ci est obligé, vu la petitesse et la situation géographique de son royaume, de ménager l'amour propre diplomatique tantôt de l'un et tantôt de l'autre ministre étranger, ou s'il ne cédait pas à leurs prétentions, de se tenir prêt à recevoir dans le port de sa capitale une visite à la Parker. Il est vrai que la diplomatie européenne n'a pris aucune part à la composition du cabinet actuel; mais personne ne pourrait soutenir que le roi a fait le choix de ses conseillers en pleine liberté et

uniquement dans l'intérêt de son peuple. Pour ne pas donner des motifs à de nouvelles calomnies de la part de ceux, qui ont fait croire aux deux puissances alliées, que le renvoi du ministère Mavrocordato-Callergis n'avait pour but que l'éloignement de la politique occidentale, S. M. avait cru nécessaire de choisir ses conseillers parmi des personnes, qui dans d'autres occasions lui avaient été recommandées par la diplomatie occidentale. Les circonstances étaient, comme elles le sont toujours, tout exceptionnelles et nous demandons pardon au *Constitutionnel* si nous nous voyons obligés de remettre nos explications sur ce sujet.

Si donc le brigandage est alimenté par la position en frontières, pourquoi accuse-t-on la nation hellénique ? Ce n'est pas elle qui les a tracées. Au contraire elle avait soumis par l'organe de son président Capodistrias et de son sénat à la conférence de Londres ses observations sur les protocoles, et ses vœux dans l'intérêt européen, lors du choix du prince Léopold de Saxe-Cobourg comme souverain de ce pays. La conférence n'avait pas daigné les prendre en considération; elle aima mieux tirer la ligne des frontières sur le carte de Lapie, sans nullement penser aux suites funestes de sa décision dictatoriale ; en visant à la paix elle prit des mesures qui ne pouvaient que perpétuer la lutte en Orient.

Ceux qui ont écrit sur le royaume de la Grèce, et qui prétendent que son territoire est suffisant pour nourrir une population trois fois aussi grande que celle d'aujourd'hui; ceux qui nous conseillent de chercher notre bien-être uniquement dans le développement du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des lumières, paraissent ignorer quels sont les habitans actuels de ce petit royaume. Nous admettons, que la Grèce, étant un pays éminement commercial et maritime est assez grande pour faire subsister une population non seulement trois fois, mais bien six fois plus nombreuse , que celle d'aujourd'hui, car ce n'est pas l'étendue du territoire mais bien l'étendue du génie national, de l'esprit entreprenant , de l'activité et

de l'énergie qui donne l'essor au commerce et à la navigation; les republiques d'Athènes, de Venise, de Gènes en font foi. Mais qu'on nous permette de faire observer qu'avant de donner des conseils, il faut apprécier les circonstances exceptionnelles du pays auquel ils sont donnés, et c'est alors qu'on parviendra à reconnaître, si les conseils, quelque sincères qu'ils soient, pourront être mis à exécution.

Le royaume de la Grèce est actuellement habité par un million et cent mille âmes. Les trois cinquièmes de cette population sont composés d'indigènes, tandis que les deux autres comprennent les Grecs *hetérochtones*, c'est-à-dire les émigrés des provinces sous la domination ottomane, qui avaient pris part à la guerre de l'indépendance,ou qui se refugièrent en Grèce pour se soustraire à la fureur des barbares, ou qui ne pouvant plus supporter le joug ottoman, aimèrent mieux venir en Grèce et respirer l'air de la liberté. Chacun de ces émigrés a sans doute une occupation quelconque, chacun concourt dans la mesure de ses forces, au progrès de son pays, au développement de la société ; mais tous se rappellent constamment, que le pays où ils ont vu le jour, gémit sur un joug étranger et barbare, et que la terre où gisent les cendres de leurs pères, est souillée par la présence des ennemis de leur nom et de leur foi ; ils n'oublient pas qu'ils ont des parens sur cette terre infortunée, trahie par le Christianisme de l'Europe, condamnée à la servitude parceque l'équilibre européen l'exige ainsi. Si ceux qui ont écrit sur la Grece pouvaient se trouver un jour de fête ou d'autre solennité publique dans une ville, dans un bourg, dans le plus chétif village du royaume, ou dans quel que autre endroit en Europe où des Hellenes sont établis, ils entendraient prononcer par tous en général ce vœu seul : « *que Dieu nous reunisse l'année prochaine dans notre pays !* » Ce vœux unanime prononcé par des milliers de bouches, pourra servir de réponse à ceux, dont le matérialisme ne pouvant pas apprécier au juste. la noblesse du sentiment de la nationalité, donnent aux habitans du royaume

libre le conseil d'oublier leurs frères de la Grèce non affranchie, et de n'aspirer qu'à leur propre bien être matériel. Malgré notre pauvreté, malgré la faiblesse de notre patrie, malgré le défaut de tant de biens dont jouissent les sociétés européennes, nous ne nous plaignons pas de notre condition; nous nous efforçons au contraire quoique privés de moyens et d'autres réssources, de nous créer une existence, et nous sentons un véritable bonheur en pensant que nous avons formé du néant une société toute nouvelle. Mais a-t-on le droit de disputer à la race hellénique ces nobles et généreux sentimens, que l'homme social ne saurait voir méconnus et blessés sans se sentir malheureux au milieu même de la plus grande opulence? Donnez-moi un palais magnifique, tous les moyens d'une existence brillante; mais en même tems enfermez dans une prison attenante à mon palais mes parens et mes amis. Sans doute en suivant les règles de la prudence je tâcherai d'augmenter mes revenus et d'améliorer l'état de mes terres; mais lorsque au milieu de mes banquets somptueux, de mes soirées brillantes, le bruit des chaînes de ces parens et de ces amis arrivera jusqu'à moi, il faudrait bien être un Fouquier-Tinville pour ne pas sentir mon cœur brisé, navré de douleur, pour ne pas maudire les geoliers barbares, ne pas implorer du tout-puissant la liberté de ces objets chéris.

Voilà le véritable tableau que doit avoir sous ses yeux celui qui prend la plume pour écrire sur le royaume de la Grèce. Les indigènes mêmes de la Grèce affranchie, quoique vivant libres dans le pays de leur naissance, quoique ayant leurs parens aupres d'eux, partagent entièrement les sentimens des émigrés; on a vu l'année dernière des Péloponnésiens se rendant en foule dans les camps des insurgés de la Thessalie et de l'Épire; ils ont voulu donner par cet acte de patriotisme le démenti le plus formel à la diplomatie européenne, qui avait cru que par la formation du royaume, les liens de parenté et de nationalité qui unissaient la race hellénique avaient été bri-

sés; mais les Hellènes libres n'ont pas oublié la protestation du dernier des empereurs grecs qui, abandonné par l'Europe chrétienne, est tombé sur le champ d'honneur; ils n'ont pas oublié le serment fait à leurs frères en 1821 et renouvelé au moment où les conférences de Londres les arrachaient de leurs bras.

De quelques sentimens hostiles qu'on soit animé contre la Russie, la Prusse et l'Autriche, on ne pourra nier que la Pologne est matériellement heureuse sous leur sceptre, que la Hongrie et les États de la Lombardie et de Venise ont fait des progrès rapides dans le bien-être matériel, que leur condition est beaucoup plus heureuse que celle du royaume d'Espagne et d'autres contrées également indépendantes; sous la domination du Danemark, le duché de Holstein jouit des mêmes avantages que le reste des États allemands. Pourquoi donc les Polonais, les Hongrois, les Italiens, les habitans du Holstein sentent-ils ce malaise que nous voyons poindre de temps à autre? C'est qu'ils sont animés du même sentiment que nous vis-à-vis de nos frères de Turquie; et n'oublions pas que le sentiment du peuple d'Holstein est partagé même par les souverains de l'Allemagne. Le ministre actuel des affaires étrangères à Paris, échappé à une mort certaine parce qu'il avait pris part à une insurrection nationale, vint chercher un asyle sur le territoire hospitalier de la France toujours généreuse. Pauvre, étranger et fugitif, il a été cependant accueili avec bienveillance dans sa nouvelle patrie, et est parvenu enfin au rang le plus élevé. Mais au milieu des biens dont il jouit, au milieu de la gloire dont il est entouré, n'y a-t-il pas des momens où, reportant sa pensée vers sa patrie, vers ce que nous avons de plus cher sur cette terre, il donnerait tout au monde pour lui rendre son indépendance? C'est ce même sentiment qui a dicté notre serment de 1821, c'est ce même sentiment qui pour les Polonais, les Hongrois, les Italiens, les Holsteinois est considéré par l'Occident comme une vertu, mais pour les Hellènes comme un crime. Les nobles sentimens ne sont certainement pas le

privilége de telle ou telle nationalité; ils appartiennent a la société humaine; on peut les trouver dans le cœur de tout homme, de quelque race, de quelque condition qu'il soit. Il serait peut-être permis aux gouvernemens de consulter l'intérêt de leur politique, de donner ou de refuser la noblesse aux sentimens, comme ils la donnent ou la refusent aux familles; mais le juge impartial d'une nation devrait bien se garder de fouler aux pieds les principes de la justice, et de suivre un égoïsme politique si contraire à la moralité.

Faut-il donc que l'Etat grec soit mis, pour ainsi dire, à cause de sa faiblesse, hors la loi même en fait de logique? La Belgique doit son indépendance presqu'entierement à l'intervention des cinq grandes puissances, et surtout à l'armée française; ce ne fut pas l'opinion des peuples chrétiens, encore moins les sentimens de l'humanité et du christianisme qui engagèrent ces puissances à intervenir, mais bien leur intérêt politique. La Grèce au contraire ne doit son existence qu'en partie aux trois Puissances; elle avait lutté pendant huit ans avec une persévérance presque sans exemple; c'était le courage de ses enfans, c'était l'assistance et l'opinion généreuses des *peuples* européens et surtout de la nation française, c'étaient les sentimens d'humanité de quelques souverains, de Charles X, du roi Louis de Bavière, c'était enfin l'avénement au trône de feu l'empereur Nicolas qui provoquèrent la triple alliance. On jette depuis lors à tout moment à la face de la pauvre Grece la reconnaissance due aux trois puissances; mais on se garde bien de blesser la susceptibilité nationale de la Belgique; on n'a jamais voulu avoir vis-a-vis de la Grèce les convenances dues à un État indépendant, on a toujours froissé son amour-propre. Les suites fâcheuses des rivalités politiques, qui avaient leur centre à Paris et a Londres furent mises à la charge de la nation tout innocente, de son roi qui certainement ne pouvait pas être en même temps agréable à des rivaux, quelquefois acharnés, qui se disputaient l'influence dans un pays, dont le désir est de ne subir aucune influence, mais

d'avoir sa politique toute grecque, ce qui convient à son intérêt national bien entendu ; elle a été souffletée à droite et à gauche; son roi, appartenant à une des plus anciennes familles princières de l'Europe, qui a donné des empereurs à l'Allemagne, a été maltraité non seulement dans la presse occidentale, mais encore dans des notes diplomatiques; et pourtant la Grèce n'a jamais manqué au respect dû à des puissances bienfaitrices, qui avaient de plus le droit du plus fort pour elles; notre souverain ainsi que notre gracieuse reine ont profité de toute occasion, pour désarmer l'injustice par une affabilité, si bien appréciée par tout le monde, et si mal appréciée quelquefois par ceux auxquels elle était adressée. Lorsque la guerre entre l'Occident et le Nord a éclaté, la Belgique se déclara neutre; on imposa à la Grèce la neutralité, qu'elle ne s'était jamais refusé de suivre vis-a-vis des puissances chrétiennes; en Belgique cependant aucune puissance ne s'avisa de bailloner la presse, ou de l'empêcher d'exprimer librement son opinion tant sur les opérations militaires que sur les motifs de la guerre, sur ses chances, sur les vœux légitimes des chrétiens, sur la politique des différentes puissances belligérantes et en un mot sur tout ce qui est du ressort des publicistes. Nous avons même vu paraître à Bruxelles un journal qui, s'étant rangé sous le drapeau russe, blâmait ouvertement les deux puissances occidentales, raillait leurs déclarations que la guerre pour l'intégrité de l'empire ottoman et pour l'éternisation du mahométisme n'avait d'autre but que la civilisation de l'Orient, et prenait avec ardeur la défense des intérêts de la Russie. En Grèce cependant les deux puissances se sont plu à donner à la neutralité une signification tout-à-fait différente. Ce n'est que lorsque la paix aura permis aux nations chrétiennes qui se font aujourd'hui la guerre, de renouveler leurs relations amicales, que nous pourrons entrer dans de plus longs détails et poser cette question: si par neutralité on avait le droit d'entendre des démonstrations de mépris de la part du

gouvernement grec contre celle des trois puissances belligérantes, qui ne pouvait réclamer par les armes les égards qui lui sont dus tant comme puissance de premier ordre, que comme puissance bienfaitrice, et de quel droit-on pouvait prétendre cette sorte de neutralité vis-à-vis de la Grèce seule. On lui demande de la reconnaissance pour les bienfaits qu'elle a reçus, et de l'autre part on veut, les armes à la main, qu'elle soit ingrate envers l'un de ses bienfaiteurs. Si la Grèce doit de la reconnaissance, elle la doit aux trois puissances unies et pour des bienfaits d'une époque passée ; isolée, cette reconnaissance serait une ingratitude. D'ailleurs l'avenir étant entre les mains de Dieu, la reconnaissance pour des bienfaits futurs ne pourrait pas être anticipée, d'autant moins que personne ne saurait nous garantir qu'à une époque plus au moins rapprochée il n'y aura pas de nouvelles alliances. La Grèce n'ayant jamais voulu manquer au respect dû également aux trois puissances, a fait ce que la prudence exigeait d'elle; c'est de cette maniere qu'elle ne se trouverait pas compromise dans le cas bien probable, où, la paix conclue, les intérêts européens rompraient les alliances, que des intérêts dynastiques ou commerciaux avaient formées.

On demande à la Grèce d'élargir les limites de la neutralité qui lui est imposée par sa situation, au delà de la signification qui puisse logiquement être attachée à ce mot; on lui dit « de renoncer à ses aspirations vers un but chimérique, » ajoutant à cela « que tout manque, il est vrai, à la Grèce, pour la réalisation de ses rêves d'un empire grec, mais qu'elle peut continuer à répandre l'inquiétude par son attitude hostile et la témérité de ses insurrections. »

Si l'on exige de nous cette neutralité pendant que dure la guerre contre la Russie, il est inutile de s'en occuper, une fois que le terrible bruit des canons de la Crimée en nous réveillant a écarté pour le moment notre rêve. Mais l'Occident prétend-il que nous abandonnions *à tout jamais* notre aspiration à la réalisation de ce qu'on appelle *notre rêve* ? On avait peut-être

quelque raison de le considérer comme tel avant 1821; mais après cette époque, il ne doit être considéré que comme un fait qui aura tôt ou tard infailliblement sa place dans l'histoire. Cette prétention de l'Occident est au reste opposée aux lois de la nature, qu'il n'est pas donné à l'homme de changer; elle implique encore une contradiction aux intentions bienveillantes de la civilisation en Orient, que les puissances occidentales ont mise en avant comme la justification de leur alliance avec le mahométanisme; elle contraste avec l'avis prudent et paternel qu'on nous donne, de concourir à la résurrection des lettres et des arts; elle est enfin en opposition à ce conseil qu'on nous adresse tous les jours, de chercher dans l'Occident le bonheur et l'avenir de notre pays, et de nous attacher cœur et âme à la politique occidentale.

Le désir de l'Occident de faire pénétrer la civilisation dans l'Orient, prouve suffisamment que la barbarie y existe encore et que son existence compromet les intérêts politiques de l'Europe. Deux élémens se trouvent en présence dans l'empire ottoman, l'élément chrétien et l'élément turc. Certes personne ne s'aviserait de prétendre que la barbarie n'a pas son siège dans le sein du mahométanisme, et que les chrétiens ne travaillent depuis deux siècles pour se civiliser en dépit des obstacles et des difficultés, dont l'élément souverain a constamment hérissé leur marche. Cette tendance de l'élément chrétien vers la civilisation, cette stupide obstination de la race turque à ne vouloir adopter aucune reforme, à s'opposer à toute mesure bienveillante envers les chrétiens, n'ont été appréciées au juste en Europe; que lorsque la guerre ayant mis en contact immédiat l'Occident avec l'Orient, a fait disparaître les préjugés du premier, a mis au grand jour l'état déplorable de l'administration de ces beaux pays, la différence intellectuelle des races; la mode de la turcomanie qui s'était emparé du journalisme en Europe, a commencé à faire place à des réflexions plus mûres; on comprend, quoiqu'un peu tard pour des chrétiens, que la civilisation c'est le christianisme. Ce re

tour à la vérité méconnue pour quelque tems, nous le trouvons dans les efforts de l'Occident de faire donner aux Chrétiens sujets du Sultan les moyens de leur développement par la suppression des obstacles, que la politique de la Porte y avait toujours mis ; mais ces obstacles pourront-ils jamais être levés aussi longtemps, que le Coran s'y opposera? Il n'est pas besoin de connaître l'Orient pour y croire ; la Porte prendra des engagemens vis-à-vis de l'Europe; elle ne peut pas faire autrement ; mais n'oublions pas que tous ces engagemens sont autant de brêches faites au Coran; le christianisme et le Coran seront toujours aux prises: l'un ou l'autre doit succomber.

Si nous consultons l'histoire des États occidentaux, qui sont aujourd'hui le foyer de la civilisation, nous y verrons que leur barbarie, avant l'introduction du christianisme, n'était pas inférieure à celle des Turcs; depuis cette époque ces États tombèrent entre les mains d'un ennemi bien formidable, le pouvoir clérical, qui a été constamment aux prises avec le pouvoir séculier, se prêtant tantôt comme instrument de projets politiques de ce dernier, et tantôt en butte aux efforts qu'il faisait pour l'affaiblir et le priver de la puissance que lui-même avait contribué à lui faire prendre. Cependant au milieu de ces collisions, le clergé était parvenu à devenir le dépositaire privilégié des lettres, laissant à la noblesse l'art des armes, au peuple ignorant l'obéissance aveugle. L'apparition de Luther, la résolution audacieuse de Henri VIII d'Angleterre, l'invention de l'imprimerie, portèrent le premier coup mortel à la puissance du clergé; plus tard les ouvrages de Rousseau, de Voltaire etc., préparèrent ce qu'acheva la révolution de 1789, la répression, disons-nous, des excès de cette puissance; c'est de cette dernière époque, que date la vraie civilisation de l'Europe, dont le principe fondamental est l'égalité devant la loi, dictée par l'Évangile ; les lettres sont devenues l'apanage de tout le monde, l'adoucissement réel des mœurs s'est manifesté dans la société, les travaux de la paix se sont multipliés,

et ont reçu le développement immense, auquel on doit ces œuvres gigantesques, qui se sont accomplis depuis les dernières soixante années; le christianisme avec les classes privilégiées, avec les tribunaux de l'Inquisition, était la vérité unie au mensonge, la vertu unie à l'infamie. Mais il reste encore beaucoup à faire; le coup porté à l'Inquisition, dont la révolution française a mis les horreurs au grand jour, a été un coup mortel porté à l'hiérocratie; mais tant que l'Église occidentale ne saura enfermer le clergé dans ses attributions purement religieuses que le fondateur du christianisme lui a assignées, le christianisme n'aura pas reçu la satisfaction qui lui est due. L'Europe a reçu ses lettres et sa religion de la Grèce antique; c'est à la Grèce moderne qu'il était réservé de lui donner aussi l'exemple d'une société, dans laquelle la religion n'est qu'une affaire de conscience, et l'église une institution qui n'a rien à faire avec la politique; on nous permettra cette digression.

Mais si le christianisme, cette religion de moralité, d'égalité, de sagesse divine, fut pendant des siècles entiers entre les mains des ministres de l'église, l'organe de perturbations sociales, de massacres et de ravages, peut-on jamais espérer que le mahométanisme, cette religion du matérialisme, des passions, de l'injustice envers ses semblables, puisse jamais se prêter à la civilisation? Mahomet a voulu un peuple guerrier et conquérant; il lui inspira du mépris pour les travaux de la paix, qu'il abandonna aux chrétiens, ces créatures de Dieu destinées uniquement à servir d'esclaves aux fidèles; il lui promit une vie éternelle dans laquelle toutes les jouissances matérielles de ce monde lui étaient réservées. Le Coran est un code religieux et politique en même tems; car il n'a point de dispositions à part pour la religion, et à part pour l'État; le tout est un amalgame de principes religieux, administratifs, judiciaires et sociaux. Du moment que les musulmans pourraient être réduits à mépriser le livre de leur croyance, sans embrasser le christianisme, ils deviendraient encore plus barbares, la diplomatie de l'Occident peut bien en être sûre;

c'est qu'ils cesseraient d'avoir du respect pour ce petit nombre de dispositions du Coran qui, quoique imparfaites, mettent souvent un frein à leurs inclinations sauvages. On n'a qu'à voir ces musulmans, soi-disant civilisés, qui ont résidé en Europe; en continuant de mépriser le christianisme, ils ont fini par mépriser aussi le Coran, et leur haine contre les chrétiens sujets du Sultan est devenue plus grande encore, que celle de leurs compatriotes qui ne sont jamais sortis de l'empire ottoman, et qui pensent toujours que toute sagesse émane du Coran. Ceux-ci pratiquent au moins quelques vertus recommandées par leur prophète, tandis que les premiers parlent, il est vrai, la langue française, boivent du vin, s'habillent avec élégance, ont bien pris les belles manières des salons de Paris, quelques uns se donnent même le plaisir de la danse; mais ils ont perdu l'habitude de ce petit nombre de vertus que l'on découvrait parmi les musulmans au milieu de leur barbarie. La race ottomane ne pourra jamais se civiliser tant que la civilisation ne remontera pas sur le trône de Bysance, et que par cela même le Coran, cessant d'être le code civil et pénal de l'empire, ne restera que comme livre de religion en vertu de la tolérance, comme en Algérie, en Russie, aux Indes et en Grèce, et partout ailleurs où il y a des Turcs sous un pouvoir chrétien. Cette vérité a été méconnue par l'Occident; car on aime trop à croire en Europe que les lois inaltérables de la nature ne sont pas les mêmes en Orient qu'en Occident.

Depuis que le don de Dieu, l'imprimerie, a arraché le monopole des lettres des mains du clergé, le christianisme a commencé à dissiper les nuages de l'ignorance et à répandre sa vive lumière. En Orient son influence bienfaisante n'a pas peu contribué à sauver le christianisme menacé par la conquête des barbares; la lecture des ouvrages des savans de l'antiquité, dans lesquels on rencontre un grand nombre des préceptes divins du nouveau Testament et des Saints Apôtres, ainsi que l'étude de la Bible, étant à la portée de tout le monde, donnaient aux chrétiens subjugués

le courage de porter avec résignation les chaînes de la servitude, de braver les menaces de l'islamisme, de rester fidèles à l'évangile, et d'avoir pleine confiance en Dieu pour l'avenir. Séparés des chrétiens de l'Europe, parceque tout rapport avec eux était considéré par le gouvernement turc comme une trahison contre le gouvernement et l'État (1), ils restèrent cependant en contact avec eux au moyen des livres, dont la force morale ne pouvait pas être appréciée par la stupidité musulmane. C'est au moyen des livres qu'ils conservèrent la mémoire des temps glorieux de leur patrie ; c'est dans les livres qu'ils apprenaient les progrès de la civilisation dans l'Occident ; c'est aux livres enfin qu'ils doivent le sentiment de leur grandeur, cet élan patriotique qu'ils commencèrent à prendre depuis la révolution française de 1789, et qui leur valut les sympathies du monde civilisé en 1821.

C'est depuis la nomination des princes hellènes au gouvernement des principautés danubiennes en 1716, que l'élément chrétien, et spécialement les Hellènes se sont rapprochés de l'Europe, et c'est depuis lors que l'on a commencé à cultiver plus à son aise les lettres grecques, vu que l'élément musulman n'existait pas dans ces principautés, et que le Coran n'y avait pas force de loi. Ceux qui en Occident aiment à croire que par le prosélytisme religieux on parviendra à exercer une influence en Orient, ne devraient pas oublier que, tandis que le clergé catholique de l'Europe pendant les siècles 16, 17 et 18, aspirant au pouvoir séculier, mettait des entraves aux progrès des sociétés, le clergé grec en Turquie était au contraire le précepteur, le consolateur, le conseiller, le protecteur du peuple, et que les hommes savans qui ont préparé par leurs discours et par leurs ouvrages la résurrection de la nation grec-

(1) On ne sait certainement pas en Europe, que jusqu'en 1821, aucune jeune homme sujet du Sultan, ne pouvait se rendre en Europe pour y faire ses études; ceux qu'on a vus avant cette époque dans les universités, ou les collég es de l'Occident, appartenaient à des familles, émigrées, ou bien nés dans une condition obscure, ils avaient suivi quelque touriste en qualité de domestiques.

que appartenaient à ce même clergé; ils ne devraient pas oublier que la première nourriture intellectuelle de la jeunesse hellénique aussi bien que de toute autre race chrétienne était la lecture des livres et des chants religieux écrits dans la langue grecque, et c'est ainsi que cette dernière a resisté à l'invasion des barbares, et n'a pas eu le sort de la langue latine. Le dévoûment des peuples chrétiens de l'Orient à la religion de leurs pères, ne prend pas seulement sa source dans la conviction qu'ils ont de sa pureté, mais aussi dans le sentiment profond de reconnaissance pour les bienfaits de toute sorte qu'elle leur a accordés, et surtout pour la conservation de leur nationalité et de leur langue.

Pourquoi le christianisme exerce-t-il une action si puissante sur la formation des sociétés et leur civilisation? C'est non-seulement parce que l'Évangile contient les préceptes de la morale la plus sainte et la plus sévère (un certaine nombre de telles maximes se trouvant aussi dans le Coran ainsi que dans les livres saints des Indous:) mais c'est aussi parce qu'il prêche l'*égalité* de toutes les créatures faites à l'image de Dieu, égalité que repoussent les autres religions. Le précepte divin de l'égalité nous conduit à adopter des législations sages, sans lesquelles les sociétés tombent en dissolution, et nous inspire du respect pour les vertus d'autrui quelle que soit sa race ou sa religion. Les chrétiens admirent également l'héroïsme de l'idolâtre Léonidas et du chrétien Guillaume Tell, le génie de l'idolâtre Alexandre et du chrétien Napoléon; l'austérité des mœurs de Caton sert encore aujourd'hui d'exemple aux chrétiens, et devant les œuvres de Callicrate et d'Ictinus s'incline celui même qui se considère comme le représentant de Dieu dans ce monde.

Ce principe de l'égalité est le rocher contre lequel viendront se briser tous les efforts que fait l'Occident pour civiliser les Turcs; tandis que c'est ce même principe qui a conduit vers la civilisation les chrétiens de l'Orient, quoique se trouvant sous le joug le plus insupportable. Pourquoi l'histoire est-elle considérée comme

un des élémens les plus importans de l'éducation en Europe ? Pourquoi est-elle enseignée aux jeunes gens depuis leur bas âge jusqu'à la fin de leurs études ? Parce que l'histoire est le portrait des actions humaines ; elle réunit dans son sein tous les exemples qu'un homme doit imiter ou éviter dans sa carrière ; elle est à l'homme ce qu'est au sculpteur, ou au caricaturiste le modèle d'une corps beau ou difforme. C'est dans l'histoire de ses illustres ancêtres, aussi bien que dans celle des autres nations, qui, tout en devant à la Grèce leurs lumières, n'ont pas pensé à elle à l'époque de ses infortunes, que le chrétien de l'Orient puisait les exemples qui stimulaient son amour-propre national, excitaient son patriotisme, qui l'ont enfin poussé à prendre les armes pour recouvrer l'ancienne gloire. Au contraire le musulman ne lit que son Coran ; il n'y a qu'un petit nombre de Turcs lettrés qui étudient l'histoire, mais l'histoire seule de leurs propres ancêtres. Et comment pourrait-on prétendre qu'ils lisent l'histoire des anciens Grecs, de la race hellénique ou de l'empire byzantin qu'il ont détruit ? Le musulman croit indigne d'un maître de chercher des leçons dans l'histoire de son esclave qu'il méprise ; les monumens les plus précieux de l'antiquité qui ont bravé des siècles, ces beaux ouvrages de marbre, qu'on dirait plutôt sortis du souffle de Dieu que de la main d'un mortel, ne sont pour lui, que des blocs de marbre bons pour en faire du mortier pour sa maison. Comment pourrait-on prétendre qu'il lise l'histoire des nations européennes, lorsque dans ses entretiens de tous les jours, il qualifie de chiens tout le monde civilisé, et que dans ses prières il fait des vœux pour que le prophete écrase de ses foudres tous les infidèles ? Borné à la lecture de sa seule histoire, qu'y trouverait-il, qui fût à l'avantage de sa propre civilisation ? Des conquêtes, des ravages, des incendies, des empoisonnemens, des massacres, des révolutions de sérail, voilà le tableau hideux mais fidèle de son histoire depuis les tems les plus reculés jusqu'à nos jours.

En disant aux Hellènes d'abandonner leurs chimères

et de ne plus aspirer à l'héritage de leurs peres, l'Occident aurait la mine de leur dire en d'autres mots de ne plus s'instruire, de ne plus étudier l'histoire de leurs pères ou celle des autres nations ; de briser les monumens antiques respectés par les siècles qui attestent la gloire de leurs ancêtres. Mais alors, quelle serait la civilisation que l'Occident recommande à la nation hellénique? Serait-ce la vie matérielle, la vie brutale seule, ou bien voudrait-il voir régner la véritable civilisation européenne dans le seul royaume de la Grèce ? Mais l'Occident devait-il oublier que les habitans de ce royaume ne forment qu'une partie minime de la race hellénique et des autres populations chrétiennes de l'empire ottoman, et que les hommes créés par Dieu et unis à la Grèce par les liens de la parenté, de la langue, de la religion, de l'histoire, de la gloire et des souffrances des temps anciens et des temps modernes, et enfin par le lien du serment prêté en 1821 sur l'Evangile avec l'invocation de la malédiction divine sur les parjures, ne peuvent que tourner toujours leurs regards vers leurs frères de la Grèce indépendante et leur rappeler leurs promesses, leurs obligations?

Dans leurs bienveillance pour la Grèce, des diplomates et des publicistes ne cessent de lui recommander de temps à autre de chercher son avenir dans l'Occident. Comme cette recommandation durant et après une guerre faite dans l'intérêt de l'intégrité de l'empire ottoman, ne peut qu'avoir quelque chose de mystérieux, nous nous abstenons d'en parler pour le moment; laissons donc au temps de nous déchiffrer ce mystère. Mais on lui recommande de plus de faire revivre les arts et les sciences, de s'occuper de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de réformer son administration et de suivre en tout l'exemple de la civilisation de l'Occident. Cette recommandation, est devenue bien inutile; nos institutions, notre législation, notre instruction publique ont l'empreinte de leur modèle européen; notre administration a été formée à l'exemple des administrations de l'Occident,

si elle n'est pas encore arrivée à la perfection désirée, c'est le défaut de sa jeunesse; ce qui a été fait jusqu'à présent est bien plus que ce qu'on serait en droit d'exiger d'une nation qui ne compte que 26 ans d'existence politique. On voit donc que la Grèce a déjà fait de son propre mouvement, et depuis longtemps ce qu'on lui recommande de faire, et qu'elle suit avec empressement tous les progrès du monde civilisé.

Mais en lui recommandant en même temps de renoncer à la réalisation de son rève, de ne plus aspirer à revoir la race hellénique toute entière indépendante et réunie sous le même sceptre chrétien de son roi, l'Occident devait lui indiquer en même temps un moyen, en vertu duquel il lui serait facile de fermer son cœur aux sentimens d'amour fraternel, de devoir, d'honneur, de pitié envers les souffrans, de boucher ses oreilles pour ne pas entendre le cri de ses frères, qui, abandonnés par le christianisme de l'Europe, traînent dans l'ignominie leurs chaînes et leur désespoir. Si les savans professeurs de la France et de l'Angleterre rappelant avec enthousiasme dans leurs chaires les actions de Léonidas, de Thémistocle, d'Aristide, d'Epaminondas, de Pélopidas et des autres héros de l'antiquité grecque, mettent devant les yeux de leur auditoire les exemples qu'il doit suivre ; ou lorsque en interprétant et en commentant les œuvres immortelles de Platon, d'Aristote, de Thucidide etc., les discours de Démosthènes faits pour émouvoir les pierres elles-mêmes, ou bien les poèmes d'Homère et de Pindare, de ces deux poètes dont les vers semblent inspirés par Dieu lui-même, enflamment le cœur de leurs auditeurs ; est-il possible de demander aux descendans de ces hommes illustres de ne pas sentir ce que sent un étranger, de ne pas éprouver de fortes émotions de fierté nationale, de ne pas être saisis de ces élans de patriotisme, qui ravivent en eux un sentiment très légitime, celui de se rendre par leurs actes dignes de leurs illustres ancêtres? Dans quel embarras se trouveraient ces savans professeurs, si les Hellènes de la Thessalie, de l'Épire, de la Macédoine,

de Constantinople, de Smyrne, de Chios, de Samos, de Candie, de Rhodes, de Chypre etc., qui assisteraient à ces leçons leur adressaient cette question: si les Allemands, les Français ou les Anglais devraient seuls imiter les exemples des anciens Hellènes, et les descendans de ces derniers se borner à les admirer et à regarder comme un attentat contre l'équilibre européen de les imiter? Les Anglais admirent Shakespeare, et ils ont raison d'être fiers de leur compatriote; sa maison a été pendant deux siècles un lieu de pélerinage, jusqu'à l'époque où elle est devenue la propriété du prêtre Jastrel qui, insensible à la gloire de l'illustre poëte, qui jadis l'avait habitée, l'a abattue pour éloigner la foule des visiteurs qui, venant adorer la demeure d'une illustration de leur patrie, troublaient la tranquillité du nouveau propriétaire. Tout ce qui avait appartenu à Shakespeare est devenu un objet d'adoration publique, et son testament a été acheté il y a peu de tems comme une relique des plus précieuses. Si en visitant l'Angleterre un Hellène, arrivait à Strasford, et là, en lisant sur le tombeau de ce grand poète ces mots: *« Judicio Pilium, genio Socratem, arte Maronem, terra tegit, populus mœret, Olympus habet ;* » il demandait à un Anglais, quel est le maître de l'Olympe qui possède Shakespeare, le fier fils de l'Albion ne rougirait-il pas de honte, en se souvenant des injures qui sont lancées si souvent du haut de la tribune anglaise, de la bouche même des ministres de la Grande Bretagne contre les petits-fils de Nestor et de Socrate, parce qu'ils aspirent à rendre cet Olympe un séjour digne de Shakespeare, de Milton et de Byron, et à l'arracher aux Turcs qui l'ont rendu un véritable repaire de brigands, ensanglanté si souvent par le meurtre de victimes innocentes? Les humbles demeures de Voltaire, de Rousseau, de Schiller etc., sont pour les Français, pour les Allemands des monumens de vénération due au génie; les objets les plus vils qui leur appartenaient, sont conservés avec soin et respect; et on aurait le droit de condamner les Hellènes parce qu'ils veulent voir au moins libres

de l'esclavage et de l'ignominie les villes qui ont donné le jour à Homère, à Hésiode, à Sapho, à Hippocrate, à Aristote, la demeure de son Jupiter, de son Apollon, de ses Muses, dont l'inspiration divine est implorée encore aujourd'hui par les poëtes de tous les pays civilisés?

La race hellénique n'a pas demandé de priviléges à l'Europe, elle ne lui a pas même demandé un sentiment de reconnaissance pour les sciences, pour la religion, pour la civilisation que ses ancêtres lui ont données; ce qu'elle lui demande, c'est la justice, l'égalité prêchées par l'Évangile; c'est le droit pour ses enfants d'être considérés comme les autres créatures de Dieu; mais en lui refusant la justice dans l'intérêt de ce qu'on appelle l'équilibre européen, l'Occident peut-il lui refuser même le droit de réclamer pour elle les principes inaltérables de la logique, qui exigent de ne pas condamner en elle les sentimens qu'il honore chez les autres, de ne pas appeler crime pour elle ce qu'il appelle patriotisme pour les autres; A-t-il le droit de lui demander d'oublier son histoire, sa gloire, ses revers, ses souffrances? Prétendrait-on peut être que la race hellénique avec son écusson de noblesse de trente siècles doit se contenter de prendre place parmi les sociétés civilisées, mendiant son pain, et portant les chaînes de l'esclavage? Mais non, elle est fière de son passé, elle ne désespère pas de son avenir, ses droits au respect des peuples sont imprescriptibles. La race musulmane riche au moyen de ses vexations contre les populations chrétiennes, peut bien avoir trouvé quelque renégat d'Apollon et des Muses qui, après avoir chanté les triomphes des Hellènes contre les Osmanlis et imploré pour leur sainte cause les sympathies du monde civilisé, après avoir excité, comme poëte d'abord, comme président d'un gouvernement révolutionnaire plus tard, les nationalités et les peuples à prendre les armes pour revendiquer leurs droits foulés aux pieds en leur promettant les sympathies de la république française, qui se soit décidé au déclin de ses jours a prostituer sa plume à la barbarie

mahométane au prix de quelques milliers d'hectares de terres baignées des larmes de familles chrétiennes, qui les labourent commes des esclaves; mais dans tous les pays du monde, et surtout en France l'opinion publique, peut bien être égarée pour quelques momens par des événemens extraordinaires, mais elle revient toujours à la vérité, et à la consciencieuse appréciation des faits. La race hellénique est trop pauvre pour pouvoir, elle est trop fière pour vouloir acheter la plume de quiconque; par son histoire ancienne, par ses exploits pendant la lutte sanglante de 1821, par son patriotisme, par ses progrès rapides dans l'agriculture, dans le commerce, dans la navigation, par ses efforts de civilisation, elle a pu gagner les sympathies de tous les hommes de cœur. Les dignes philhellènes, ces champions chaleureux de la vérité, de l'humanité, du christianisme, qui par leur influence sur l'opinion publique l'avaient encouragée, soutenue pendant sa première lutte d'indépendance, ne lui ont pas fait défaut non plus pendant les rudes épreuves des deux dernières années; nous les voyons se multiplier de jour en jour, et la race hellénique est fière de ses défenseurs désintéressés, et reconnaissante de la défense spontanée et généreuse qui lui est donnée.

Nous devons encore quelques mots à ceux qui prétendent « que la Grèce, tandisque tout lui manque pour »réaliser ses rêves concernant la construction de l'em»pire grec, ne continue pas moins à susciter des em»barras par ses dispositions hostiles et par ses insurre»ctions téméraires. » Vu les circonstances exceptionelles dans lesquelles se trouve pour le moment le royaume, nous ne pouvons que parler avec la plus grande réserve en évitant des explications si nécessaires pour établir la vérité. Lorsque la race hellénique prit l'héroïque résolution de briser ses chaînes de quatre siècles, d'en faire des armes pour écraser ses ennemis, elle ne demanda pour cela ni la permission, ni l'assistance de l'Europe chrétienne; la plénitude des tems était arrivée, la providence de Dieu donna la force à des hommes sans armes, sans moyens, de sou-

tenir une guerre à outrance, aussi longue que sanglante. La race victorieuse a été mutilée non pas par la bravoure de l'ennemi, mais par les décisions des conférences de Londres ; la plénitude des tems arrivera de nouveau, et c'est alors que sera accompli le dernier acte du grand drame oriental. Le différend des souverains et des gouvernemens a été vidé en Crimée; la paix ne tardera pas à couronner l'œuvre de réconciliation; mais les peuples ne se sont pas encore prononcés sur les affaires de l'Orient, ils viendront à leur tour; leur verdict est le verdict de Dieu, *«vox populi vox Dei.»* On a beau croire que sur un tapis vert par un trait de plume on peut décider des destinées des peuples; on a beau croire que par des protocoles, par des traités, par des Hat-houmajoum on peut faire oublier le poids des chaînes; une nation, qui n'a pu être écrasée ni par les invasions continuelles des hordes barbares qui ont ensanglanté son sol classique, ni par les horreurs de la conquête ottomane, ni par la servitude la plus honteuse, une nation qui a survécu à tant de catastrophes, qui seule parmi toutes les nations du monde a conservé pendant trente siècles sa langue et sa nationalité, et qui a sauvé sa religion au milieu des barbares ses maîtres, une telle nation a le sentiment de sa propre dignité trop profond pour recevoir à titre d'aumône de la part d'un gouvernement usurpateur et barbare quelques concessions politiques, qui lui ont été arrachées par les puissances chrétiennes, et qui ne resteront à coup sûr qu'une lettre morte.

La paix dictée par le neveu du grand empereur, et acceptée par le petit-fils de Catherine, peut bien être une paix solide pour l'Europe, mais elle n'est peut-être qu'une trêve entre l'élément turc et l'élément chrétien en Orient. Veut-on prolonger cette suspension des hostilités afin que l'édifice vermoulu ne s'écroule de si tôt? On n'a qu'à diminuer le nombre de ceux qui méditent vengeance contre le forfait du XIX siècle; la Thessalie, l'Épire, la Macédoine, les îles de Candie, de Samos, de Chios ont respiré l'air de la liberté durant la lutte hellénique de 1821, à laquelle ils

ont pris une part si active et si glorieuse; leur situation géographique entretient l'esprit de liberté; il est impossible que ces pays renoncent au désir de l'indépendance nationale pour laquelle ils avaient déjà pris les armes; deux fois ils les ont prises, et deux fois, obéissant à la voix dictatoriale des puissances chrétiennes, ils les ont déposées; mais qu'on ne les force pas à les reprendre une troisième fois; le bruit de leurs chaînes brisées retentirait d'un bout de l'empire à l'autre. On a beau calomnier la race hellénique comme ayant été toujours l'instrument de la politique russe; elle n'a été que l'instrument de la divine Providence, en qui elle a toujours mis sa confiance; trop fière de son drapeau national, elle n'a jamais tendu une main de mendiant ni vers le Nord, ni vers l'Occident; elle veut la liberté et l'indépendance, elle désire être ramenée au même centre, réunie sous le même sceptre; elle a la force de le vouloir, elle y parviendra tôt ou tard, malgré les protocoles, malgré les traités, malgré l'équilibre européen qui a déjà couté tant de sang précieux et tant de sacrifices. Veut-on prévenir la catastrophe que la guerre actuelle est bien loin d'avoir reculée? qu'on réunisse au royaume hellénique ces provinces habitées presque exclusivement par cette race Le royaume de la Grèce continuera ses relations amicales avec la Porte, il s'abstiendra de tout ce qui pourrait donner lieu à de plaintes légitimes, il restera dans la plus parfaite inaction pour tout ce qui regarde les populations de la Turquie, et s'occupera exclusivement de sa propre administration; la diplomatie Européenne l'a voulu; elle peut être bien sure qu'elle sera obéie; mais croit-on que cette apathie du royaume rendra plus legères les chaines des chrétiens de l'empire Ottoman, et qu'elle pourra empêcher des actes de désespoir de de leur part? En y croyant l'Europe se tromperait. L'indifférence du royaume ne fera qu'augmenter le désespoir des chrétiens opprimés; à leurs plaintes, à leurs reproches nous opposerons la volonté dictatoriale de l'Europe; nous n'aurons plus que des larmes pour les souffrances de

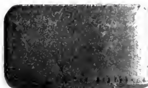
nos frères abandonnés, des voeux pour, leur émancipation, et l'espérance, que, la paix conclue, les dangers éloignés, quelque grande puissance en Occident soit convaincue, que par des Hat-houmajoums, et par des plâtrages politiques il est impossible de rajeunir la Turquie et de civiliser l'Orient; la race hellénique dans l'empire Ottoman a ses Washingtons et ses Franklins inconnus aujourd'hui; ils resteront inconnus encore pendant quelques années jusqu'à ce que la plénitude des temps arrive; ayons en Dieu la confiance que cette race trouvera alors aussi un Louis XVI et un Vergennes, qui s'empresseront de lui tendre une main de frère.

Athènes, février 1856.










F.